

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 18 MAI 1978 - N° 699

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

PCF : l'appel des 100

Les contestataires ? Une petite douzaine d'habités, disait Marchais il y a quelques jours. Ils sont 100 à avoir cosigné une lettre publique demandant la convocation d'un 23^e congrès démocratique. 100 qui s'ajoutent aux dizaines qui ont déjà fait connaître publiquement leur opposition à la direction, 100 qui s'ajoutent aux milliers qui animent le débat au sein des cellules et des différentes organisations. Il ressort par ailleurs des différentes informations qui filtrent ici ou là que la contestation s'exprime jusqu'au sein du Comité central.

L'intérêt de «l'appel des 100» réside plus dans son ampleur que dans son contenu propre. Si les propositions faites, inspirées pour une bonne part d'Ellenstein, ne vont pas très loin, il n'en reste pas moins que 100 militants, à Paris et en province, ont eu connaissance de ce projet et en ont discuté dans un cadre qui n'est pas celui de la cellule. L'existence dans le PCF de grands courants d'idées qui peuvent trouver des formes larvées d'organisation, s'en trouve confirmée.

Lire en page 2

Zaire NON AUX AGRESSIONS IMPERIALISTES

- La France prête à intervenir
- Menaces soviéto-cubaines

Des combats se déroulent toujours à Kolwezi, occupée par les troupes du FNLC (Front

National de libération du Congo). Mobutu a dépêché sur place des parachutistes pour tenter de reprendre cet important centre minier. Il semble que les pays occidentaux se hasardent à intervenir pour sauver ce régime contesté.

Carter s'est déclaré «préoccupé», mais pour l'instant, cette préoccupation n'a pas débouché sur des mesures militaires.

La France, la Grande-Bretagne et la Belgique, sollicitées par Mobutu, n'ont encore fait connaître aucune mesure. Cet attentisme s'explique par l'ampleur de l'attaque, sans comparaison avec celle de mars 1977. Une riposte à cette attaque impliquerait des moyens militaires importants, donc des risques politiques proportionnés.

Le gouvernement français, déjà embourbé au Tchad et au Sahara, se mettrait par une intervention en mauvaise posture quelques jours avant le sommet franco-africain de Paris.

Lire nos informations en page 7 et notre dossier en page 9

PREMIERES RUPTURES AVEC L'ATTENTISME

Creys-Malville : grève depuis le 8 mai



LMT-Nantes :
développer le soutien !

Voir nos articles en pages 4 et 5

LE GOUVERNEMENT
ÉTHIOPIEN
LE CONFIRME

URSS,
Cuba,
RDA,
Sud-Yémen,
engagés
contre
l'Erythrée



Les troupes éthiopiennes ont engagé une vaste offensive en Erythrée pour tenter de dégager la capitale Asmara, encerclée depuis trois ans par les troupes érythréennes. Ce sont au moins 20 000 soldats qui participent à l'opération.

Le colonel Mengistu a reconnu officiellement la présence de troupes soviétiques, cubaines, est-allemandes et sud-yéménites, parlant de «ces camarades qui vivent avec nous, meurent avec nous et luttent avec nous», avouant ainsi pour la première fois que ces forces sont engagées directement dans les combats.

Chômage : EN HAUSSE

La reconduction — sous des formes légèrement modifiées — du pacte national pour l'emploi, ne peut masquer une réalité : le chômage est en augmentation, et rien dans l'immédiat ne peut faire penser à une diminution prochaine. Ce ne sont pas les manigances de Barre devant les journalistes à TF 1 qui peuvent faire illusion : avant son passage à la télévision, le Premier ministre aura mis au point au Conseil des ministres de nouvelles mesures de licenciements.

Italie : nouvelles mesures répressives

Une semaine après la mort de Moro, et au lendemain d'élections municipales qui ont vu une poussée de la démocratie chrétienne et un recul du PCI, l'État italien adopte de nouvelles mesures répressives : désormais, les procédures de perquisition et d'interpellation seront simplifiées. En l'occurrence, il s'agit surtout de légaliser des mesures déjà mises en œuvre ces dernières semaines contre les militants d'extrême-gauche italiens.

Lire en page 7



MAI 68 au jour le jour

16 et 17 mai : la grève s'étend



16 mai : Le drapeau flotte successivement sur les usines Renault à Flins, Sandouville, Le Mans, et enfin Billancourt. Toutes sont occupées. Le soir on compte déjà 45 000 grévistes.

17 au matin : Une centaine d'usines sont occupées. Dans la journée, les transports seront, en grande partie paralysés (nombreux arrêts de travail à la RATP. Le mot d'ordre de grève illimitée lancé par les sections locales à la SNCF est suivi sur l'ensemble du territoire. Air France, les locaux sont occupés).

On compte de nombreux débrayages (aux chantiers de l'Atlantique, dans les mines du Nord Pas de Calais par exemple), très souvent avec occupation (notamment dans les régions du Havre et de Lyon). Il y a aussi grève illimitée avec occupation aux Forges du Creusot, dans les centres de tri (Paris, Lyon, Marseille, Rouen). Depuis le 16, réalisateurs et producteurs de l'ORTF sont en grève, et les studios sont gardés par d'importantes forces de police. Le 17 au soir, il y a au moins 200 000 grévistes.

Jusqu'au 18, pas de consignes précises des confédérations syndicales. Ce sont les sections de base (CGT-CFDT, mais plus souvent CFDT) qui donnent le ton. Le plus souvent, les grèves éclatent sans mots d'ordre précis, mais avec des formes de luttes dures : occupation, et parfois séquestration de cadres (le 17, on compte 29 cadres «retenus» à Nantes Sud Aviation, Renault Cléon, Elbeuf, Déville les Rouen (Sidélor), Chauny (Thomson), Vireux (fonderies), Bayonne (manufacture). Les jeunes travailleurs sont nombreux parmi les grévistes.

Pendant cette période également, les étudiants sont en général bien reçus dans les usines (Billancourt, bastion CGT-PCF, où la CGT s'oppose à leur entrée, est une exception). A Clermont Ferrand, dès le 14, de jeunes travailleurs viennent aux nouvelles dans la faculté occupée. A Cléon, les grévistes se rendent en délégation auprès des étudiants. A Besançon, les ouvriers de Rhodiacta participent à un comité de coordination avec les étudiants, et la cantine de l'usine est mise chaque après midi à la disposition des étudiants. A Caen, dès les premières heures, ouvriers et étudiants fraternisent. A Sud Aviation (Nantes), aux NMPP (Paris), les étudiants participent aux piquets de grève.

Pendant les premiers jours, les directions CGT et CFDT ne réagissent pas officiellement aux occupations et aux séquestrations.

La CFDT affirme sa volonté de rapprochement avec les étudiants et envoie des responsables «dialoguer» à la Sorbonne.

La CGT qualifie de «formules creuses» les revendications «d'autogestion» de la CFDT, et lance quelques appels discrets à Mitterrand, envisageant «le remplacement du pouvoir actuel par un gouvernement populaire».

Pompidou multiplie les «conseils restreints» avec les «responsables du maintien de l'ordre» (ministres de l'Intérieur, des Armées, préfet de police...) Le 16 mai, il déclare dans une allocution : «Le gouvernement doit défendre la République, et la défendra». Dans la soirée, la police est mise en état d'alerte à Paris. Les effectifs de réserve de la gendarmerie sont rappelés. De Gaulle avance la date de son retour de Roumanie.

A gauche, on s'agite beaucoup. Le PCF multiplie les appels à Mitterrand sur le thème : «L'évolution de la situation (...) exige qu'on parvienne à un programme tenant lieu de contrat de majorité». «Le PCF souhaite la poursuite des entretiens avec la FGDS» (communiqué du 16 mai).

En même temps, il «met les travailleurs et les étudiants en garde contre tout mot d'ordre d'aventure» (15 mai).

POLITIQUE

100 MILITANTS DU PCF SIGNENT UNE DECLARATION EXIGEANT UN CONGRES «DEMOCRATIQUEMENT PREPARE»

«Aucune tête ne tombera», c'est ce que Marchais affirmait. On a de bonnes raisons de penser qu'il regrette cet engagement un peu rapide !

C'est qu'à trois semaines du comité central censé tirer le bilan des élections, les contradicteurs de Marchais ne semblent pas décidés à se taire. On avait déjà eu notamment un appel signé par six cadres et militants (dont Althusser) paru dans *Le Monde*. Plus récemment, une lettre ouverte signée par 33 militants de l'UEC. La liste des pétitionnaires ne s'arrête pas là. Dans ses éditions datées de mercredi, ce même journal publie une déclaration dont nous extrayons

ci-dessous les passages essentiels. Cent signataires, Marchais ne pourra nier que c'est significatif du désaccord qui persiste ; c'est surtout la confirmation que des regroupements parallèles aux cellules existent bel et bien. Regroupement national, puisqu'on trouve des signataires dans plusieurs villes de province, de l'Est, du Sud-Est et du Nord.

On ne peut sans doute parler de «tendances» en ce sens que les regroupements qui existent pour le moment n'ont pas la rigidité que cette notion implique, mais plutôt de regroupement par affinité. L'affinité commune des 100 militants qui signent cette

lettre semble bien être plus «einsteinienne» que proche d'Althusser. Qui chercherait dans cette déclaration des éléments nouveaux serait déçu. Pour le moment, les critiques portées contre l'attitude du PCF piétinent et connaissent une certaine difficulté à s'approfondir. En témoignage également la «réponse» apportée par deux militants «althussériens» à l'article de Paul Laurent dans *L'Humanité* et qui attaquait une interview du philosophe donnée à un journal italien.

Selon *Le Matin* (journal officieux du PS), plusieurs dizaines de militants auraient rendu leur carte dans

le XIV^e arrondissement de Paris ; parmi les cellules qui existaient encore dans ce quartier, une bonne moitié seraient «oppositionalistes». Tous ces opposants ne seront en tout cas pas convaincus de la justesse du rapport Marchais par le très long article que Juquin consacre à le justifier dans *France Nouvelle* de cette semaine. Bien que faisant des efforts désespérés pour insister sur les aspects «autocritiques» du rapport devant le CC ; cet article ne répond nullement aux légitimes questions que se posent un grand nombre de militants.

Les militants inquiets ne seront sans doute pas satisfaits non plus d'apprendre que le CC de leur parti aurait condamné la sortie du dernier numéro de *La Nouvelle Critique*, dont il aurait été dit à un moment que Marchais était personnellement intervenu pour qu'il puisse paraître. Cette anecdote aura au moins le mérite de confirmer, si elle est exacte, que des contradictions existent bel et bien dans le CC puisque Hincker, qui est le rédacteur en chef de *La Nouvelle Critique*, est membre du Comité central.

Mais qui songe encore à nier que le dernier CC ait pu être houleux ? Mireille Bertrand (membre du BP) n'aurait-elle pas lâché dans une réunion de sa fédération (l'Essonne) que si les débats du dernier CC avaient été rendus publics, l'unité de son parti aurait pu en être menacée ?

«Il faut que toutes les contradictions et désaccords puissent s'exprimer au niveau même du congrès»

«(...) Après un mois de débats dans le parti, le comité central s'est réuni pour ratifier les conclusions initiales du bureau politique, c'est-à-dire pour dénier nos responsabilités politiques dans l'échec électoral du 19 mars. Car il s'agit bien d'un échec : en nier ou en minimiser la portée, c'est refuser d'en analyser les causes, c'est s'interdire par avance de le surmonter. (...)»

Des considérations d'ordre tactique ne peuvent faire accepter l'inacceptable : que nous, communistes, récusions sans examen approfondi et avant toute discussion nos responsabilités, que soit ainsi tranchée sans appel une question qui, on

le sait, est aujourd'hui au centre de la réflexion de tous les communistes. Qu'on ne s'y trompe pas : de telles pratiques, contraires aux principes si souvent mis en avant, ne sont pas étrangères à l'échec que nous venons de subir. Après avoir désorienté les travailleurs et les militants par ce qu'il faut bien se résoudre à appeler les inconséquences, voire les incohérences de notre politique, une telle précipitation à nier toute responsabilité n'est pas de nature à nous faire regagner la confiance des masses. (...)»

...il faut absolument que toutes les contradictions et

les désaccords puissent s'exprimer au niveau même du congrès. Ce qui ne peut être assuré que si les élections des délégués se font directement, à bulletin secret, sans propositions des directions de sections, dans des assemblées de sections où l'ensemble des militants puissent se faire entendre. Une telle façon d'organiser les congrès devrait permettre que la ligne politique adoptée soit vraiment l'œuvre collective du parti et empêcher que des éléments en soient discrètement abandonnés, comme cela s'est récemment trouvé être le cas pour le mot d'ordre d'Union du peuple de France.»

EMPLOYES COMMUNAUX CONTRE MUNICIPALITES DE GAUCHE

Pendant deux heures, les employés municipaux de Pontarlier ont manifesté devant la Mairie. Ils revendiquent notamment une augmentation des bas salaires et une amélioration des conditions de travail. La municipalité qui refuse les promesses faites au moment des élections, refuse toujours de recevoir une délégation des employés municipaux. Il est vrai que les élus de Pontarlier ont d'autres chats à fouetter : la crise qui traverse depuis 6 mois le Conseil municipal a rebondi à la suite d'une injonction de la commission nationale des conflits du PS demandant au Maire (CERES) de «remettre au parti son mandat». Il s'est trouvé quatre conseillers municipaux socialistes pour protester et offrir leur soutien à Blon-

deau, le Maire, accusé de comportement dictatorial et de confusion dans sa gestion entre ses intérêts personnels et ceux de la collectivité.

C'est pour d'autres motifs que le Maire de Calais, PCF, s'oppose aux revendications des employés municipaux. Pour lui, les revendications présentées demandent un «trop gros effort financier» «qui serait préjudiciable aux contribuables». Pour cet élu du PCF, «le syndicat ne doit pas être seulement une force de revendication, mais aussi une force de propositions concrètes, réalistes et responsables». Et il ajoute : «On ne voit pas par quelle aberration, un employeur soutiendrait des mouvements dirigés contre son action en fa-

veur du bien public général». Les «aberrations» du syndicat CGT concernant le treizième mois et la revalorisation de certains postes.

A VITRY AUSSI

A Vitry, un des bastions municipaux du PCF, les sections syndicales SNETAS-CGT du Théâtre Paul Éluard, du Théâtre Jean Vilar et du Centre culturel municipal appellent à une journée de grève. La CGT entend ainsi mettre l'accent sur le statut des employés des «équipements culturels», statut qui est en retrait sur ce qui existe dans d'autres municipalités.

FÊTE DE L'HUMA

Le PCF s'engage dans la préparation de sa traditionnelle Fête de l'Humanité. Celle-ci aura lieu les 9 et 10 septembre, à la Courneuve. Le thème central en sera «la qualité de la vie». Le thème de l'an dernier était celui des «régressions.»

LES PETITS PATRONS SATISFAITS DE BARRE

Les GIR (Groupements initiatives et responsabilités) ont fait savoir à Barre qu'ils n'entendaient pas se conformer aux résultats des négociations CNPF-syndicats. Selon eux, il s'agit au contraire de diminuer au maximum les charges sociales des petites entreprises. Barre n'a pas dit non.

Mémorandum du PCF sur le désarmement

SEUL LE VERNIS A CHANGE

L'Humanité vient de publier le texte du «mémorandum sur le désarmement» que son représentant, Ballanger, a remis à Giscard lors de sa visite à l'Élysée, vendredi dernier. Ce texte se veut constructif, et diffère des précédentes prises de positions du PCF par le fait qu'il est directement axé sur la session spéciale des Nations Unies, qui doit se tenir à la fin de ce mois à New York. Le temps est fini où le PCF mettait en avant «ce que ferait un gouvernement démocratique», comme titrait l'Humanité en octobre 77. Il convient également de signaler que le mémorandum du PCF est aussi destiné à la rencontre sur le désarmement qui doit se tenir les 20 et 21 mai, à l'initiative du Mouvement de la Paix, et donc pour une large part du parti révisionniste lui-même.

Quelles sont les propositions que le PCF entendrait faire à la tribune de l'ONU, s'il en avait la possibilité ? Sur certains points, elles se rapprochent assez précisément de ce que Giscard dira lui-même :

— la session de l'ONU sur le désarmement est «d'une extrême importance», et doit permettre, enfin, à la France de se faire entendre ;

— il n'est pas question «d'un désarmement unilatéral» qui serait «une mise en question de la sécurité d'un pays comme le nôtre» ;

— on notera enfin, aux chapitres des convergences, l'affirmation du refus de tout alignement : «Quelle que soit la place tenue dans le monde par les Etats-Unis et l'Union soviétique, en particulier du fait de la capacité de leur potentiel militaire, et si nécessaire que soit leur entente, on ne peut s'en remettre à ces deux grandes puissances pour régler dans l'intérêt des autres pays un problème qui concerne toutes les nations et l'avenir du monde».

Il s'agit là d'une déclara-

tion d'intention, que le PCF résume sous le titre «objectifs et méthode d'une politique française de désarmement». Reste à voir ce qu'il en est des propositions.

Le PCF souhaite tout d'abord que la France signe «des accords et traités internationaux sur la limitation de certains armements, notamment des traités d'interdiction des essais d'armes nucléaires...» Dans l'état actuel des choses, la signature de tels accords signifierait nécessairement pour la France une limitation de ses capacités à développer son potentiel nucléaire. Le PCF souhaite ensuite que la France «se mette à jour dans le domaine de la participation aux conférences internationales existantes». Ces conférences internationales sont au nombre de trois : la conférence de Genève, coprésidée par les USA et l'URSS, les négociations SALT, destinées à limiter (ou équilibrer) la course aux ogives nucléaires, et les MBFR (négociations sur la réduction des forces en Europe). Dans les trois cas, ce sont



Les propositions du PCF sur le désarmement se rapprochent sur certains points de celles de Giscard, mais pour l'essentiel vont dans le sens du rapprochement avec celles de l'URSS.

les deux super puissances, qui y ont un rôle et une place déterminante (voir QDP du 11 mai). Même en «œuvrant en leur sein à l'amélioration de leur activité et de leur fonctionnement», comme le souhaite le PCF, la participation de la France à ces conférences ne pourrait avoir pour effet que l'obliger encore un peu plus à se «situer» par rapport à l'une ou l'autre des super puissances. L'ambiguïté des propositions du PCF est particulièrement flagrante dans le cas de la conférence de Genève : il souhaite l'abolition de la coprésidence américano-soviétique, mais il ne veut pas en faire un préalable à la participation française...

Le PCF propose également la négociation d'un traité interdisant la recherche, la mise au point et la production de toute nouvelle arme d'extermination massive, notamment la bombe à neutrons, et il soutient la proposition

«d'une conférence mondiale de l'ONU en 1979 chargée de prendre les décisions conformes aux recommandations de la session spéciale de l'ONU».

L'ennui, pour le PCF, c'est que cette proposition de conférence en 1979, c'est l'URSS qui l'a faite. Et c'est l'URSS qui souhaite un traité interdisant la bombe à neutrons comme elle souhaite une «amélioration» des conférences existantes, comme elle souhaite que tous les pays, donc la France, signent le traité sur le désarmement.

Au total, si on enlève le vernis des vertueuses déclarations d'intentions sur la paix et le désarmement, le mémorandum du PCF diffère bien peu de ses précédentes prises de position qui vont toutes dans le sens d'un rapprochement, de fait d'avec les positions soviétiques.

Nicolas DUVALLOIS

Dossiers de l'écran sur Antenne 2

Lacombe Lucien

La collaboration falsifiée

Il est un peu débile, il a un fond sadique puisqu'il aime à tuer les animaux — mais quel enfant de la campagne n'a pas chassé les petits oiseaux au lance-pierre ? C'est finalement un peu par hasard qu'il entre dans la police allemande, à laquelle il a vendu son instituteur par bêtise : n'avait-il pas demandé à rejoindre le maquis ? Son seul crime a été de voler par-ci, par-là, et quand il tombe amoureux d'une jeune juive, celle-ci va le lui rendre. Alors, finalement, pourquoi avoir fusillé Lacombe Lucien qui, lui, n'avait jamais tué... qu'un soldat allemand ?

Avalanche de circonstances atténuantes... le film de Louis Malle, finalement, en fait trop pour être crédible. La milice, les auxiliaires de la Gestapo, les collaborateurs de toute sorte étaient-ils ces naïfs vaguement à la recherche d'un moyen de s'affirmer et pas si dangereux que ça ?

Quatre résistants ont ensuite fait la lumière. Pillages, assassinats, villages brûlés, banques dévalisées jusque dans la déroute qui les emmenait en Allemagne dans les bagages d'Hitler : telles étaient leurs pratiques quotidiennes.

En même temps, leur histoire a reçu l'éclairage qui convenait : fascistes de la III^e République, farouches ennemis du Front Populaire pour qui une victoire nazie a été «la divine surprise», ils n'aspiraient qu'à écraser le peuple. Leurs chefs, c'étaient les hommes du régime de Pétain. Pétain lui-même dont, les témoins ont utilement rappelé la responsabilité totale dans les crimes de la collaboration.

Alors quelques «Lacombe Lucien» parmi les 8 000 miliciens, les 2 000 agents français de la Gestapo ? Peut-être. Mais puisque c'est d'histoire qu'il s'agit, n'est-ce pas la falsifier que d'en représenter seulement les aspects les plus secondaires ?

Conseil des ministres : revoilà la participation

Le Conseil des ministres de ce mercredi était consacré à l'étude de quatre points : la préparation du budget pour 1979, dont on peut penser qu'il se caractérisera par son austerité, l'examen des résultats des négociations de Bruxelles, la reconduction, avec quelques aménagements, du «pacte national pour l'emploi des jeunes» et un tour d'horizon sur «le développement de la participation». Le vieux thème de la participation est en train de ressortir, notamment sous l'impulsion du RPR, qui en fait un de ses principaux chevaux de bataille. Le responsable RPR à la participation, Dechartre, a expliqué au Quotidien du Peuple les motifs de la réapparition de ce vieux serpent de mer : «Elle est le seul remède pour éviter que soit «le couvercle économique», soit le «couvercle social» ne sautent». Le RPR reste cependant sceptique sur les intentions gouvernementales à ce sujet, et entend mener une large bataille parlementaire autour d'un thème dont il revendique la paternité.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,
75 924 Paris Cedex 19

ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom
Prénom
Adresse

Suzanne VALLÉE

A la fête de Lutte Ouvrière ON TROUVAIT TOUT SAUF DES PERSPECTIVES

L'organisation trotskyste Lutte Ouvrière avait profité du week-end pour tenir sa fête annuelle.

Sur le terrain de Mériel-Villiers, au nord de Paris, elle a reçu pendant ces trois jours plusieurs milliers de visiteurs venus de toute la France, mais aussi de plusieurs pays étrangers : Grande-Bretagne, USA, Allemagne. Cette fête se prétend un rassemblement de l'extrême-gauche, tant française qu'internationale, où toutes les tendances auraient été représentées.

On y trouvait les stands de la LCR, de l'OCT et des diverses branches de l'OCI qui avoisinaient avec celui de l'organisation Drapeau rouge, ainsi que ceux d'or-

ganisations comme l'UTCL et Solidarité anarchiste.

A noter également la présence des organisations dissidentes de Lutte ouvrière, telles que Combat ouvrier...

On était plus à la «fête» qu'au débat politique. Pour ces trois jours en effet, on avait mis l'accent sur les jeux, sur la gastronomie. Dans un stand sur deux en moyenne on fait des spécialités régionales. Les groupes musicaux attiraient davantage de public que les forums de discussions, pourtant prévus en grand nombre. En ce 10^e anniversaire de mai 68, Lutte Ouvrière avait cru ressusciter l'esprit en consacrant l'exposition aux événements d'alors. Dans les

mêmes perspectives sans doute, des débats ont été organisés sur des thèmes : Ecologie et révolution, ainsi que sur la Justice, le scandale des prisons, etc..

Dans son allocution quotidienne d'un quart d'heure chaque fois, Arlette Laguiller a notamment mis l'accent sur la nécessité de s'opposer aux entreprises de l'impérialisme français, qui s'exercent aujourd'hui au Tchad, au Liban, au Sahara. Elle s'en est prise violemment au PCF et au PS qui «sont foncièrement étrangers aux intérêts de la classe ouvrière». Plusieurs assistants ont marqué leur surprise devant cette attaque d'une violence dont ils avaient perdu l'habitude.

Comme le remarquait une auditrice : «Ca nous change des discours qu'on avait ressassés pendant les élections».

Fête bien organisée, sans bavure, manifestation destinée à mobiliser les troupes après le combat électoral, et qui s'est achevée sur un appel à d'autres rendez-vous «dans les luttes de demain». Ces journées laissaient malgré tout le visiteur sur sa faim en ce qui concerne les objectifs que se fixe aujourd'hui cette organisation. A celui qui avait voté Lutte Ouvrière et qui, ce week-end, a bien mangé et bien bu, que reste-t-il à faire maintenant ?

LUTTES OUVRIERES

LMT Nantes : 5 semaines de lutte

DEVELOPPER LE SOUTIEN

Depuis 6 semaines, les travailleurs de LMT sont en lutte. La plate-forme revendicative exige : salaire minimum à 2 500 F, augmentation non hiérarchisée, 5^e semaine de congés payés, diminution du temps de travail à 35 heures. Ce mouvement regroupe les secteurs de la production et des personnels de bureau. Depuis 5 semaines, ce sont de débrayages quotidiens qui durent entre une heure et quatre heures. Les travailleurs des bureaux, qui débrayent moins, participent financièrement. Tous les midis, les représentants de secteurs se regroupent en A.G. pour faire le point.

Mais aujourd'hui, après cinq semaines, comment continuer ?

«L'usine d'Orvault est la seule à fabriquer des centraux téléphoniques électroniques. Mais le patron ne réorganise-t-il pas la production dans une autre usine ?»

«Une pluie de sanctions s'abat sur les travailleurs combattifs : avertisse-

ments, mises à pied, minoration de salaires. Déjà par le passé, des mouvements de grève avaient échoué à cause de la répression ; cette fois, l'intimidation ne marche plus, mais combien de temps pourrions-nous tenir ?»

«Les O.S. qui mènent la lutte représentent la moitié des employés. Combien de temps encore les autres travailleurs pourront-ils apporter leur soutien financier ? Et comment faire échec aux tentatives de division de la direction ?»

Telles sont les questions qui se posent après 5 semaines de lutte.

«Aujourd'hui, nous sommes à un tournant. Il faut déterminer d'autres formes de lutte. Pour l'instant, nous n'envisageons pas la grève générale, disent les travailleurs, parce que l'usine, isolée en pleine campagne, est difficile à défendre, parce que les secteurs improductifs sont importants, parce que l'usine étant très comparimentée, l'unité des tra-

vailleurs progresse lentement».

Depuis début mai, les travailleurs de LMT organisent la solidarité à l'extérieur. Pour cela, une affiche a été tirée, des milliers de tracts distribués, des collectes organisées. Des contacts vont être établis avec LMT Laval. Un comité de soutien s'est monté sur le quartier Nantes-Nord, là où résident les travailleurs de LMT. Le comité de quartier Nantes-Nord, qui mène la lutte contre le plan d'occupation des sols, y participe. Les travailleurs de Laving Glaces, sont venus y apporter l'expérience de leur grève victorieuse : un débat s'est instauré sur l'utilité des Comités de soutien, des Comités de grève. Enfin, un gala de solidarité est prévu pour le vendredi 19 mai, sur le quartier de Nantes-Nord. Le gala mettra en avant la nécessité de lier les luttes sur les conditions de travail et les luttes sur le cadre de vie.

Corr. Nantes

«A l'agence Aigles, nous sommes 200 travailleuses en grève pour notre qualification et nos salaires»

(Tract CFDT)

«Aigles, c'est la composition de tous les grands journaux régionaux.

Pour cela, nous sommes 200 femmes à travailler devant un écran lumineux, en majorité de nuit, 6 heures par jour, six jours continus sur huit y compris les jours de fête (ce qui ne nous permet d'avoir un week-end que toutes les 7 semaines). Nous assurons la frappe de toute la copie des journalistes, que nous devons relire et corriger.

Ce travail était auparavant assuré par des techniciens et correcteurs qualifiés. Profitant de la réorganisation technique, la direction fait faire ce même travail aujourd'hui par un personnel féminin sous-qualifié et sous-payé.

Le 9 mai, suite à des offres inacceptables de la direction (augmentations à la carte... et à la tête du client) l'ensemble du personnel, avec ses syndicales CFDT et CGT (dactylos sur écran, standardistes, ateliers photos) de Chassieu, de Veurey (Grenoble) et de Saint-Etienne décide la grève

reconduite sur les revendications :

— salaire minimum à 2 400 F pour toutes les catégories

— qualification de dactylos-correctrices au coefficient 175 pour les dactylos sur écran, soit une augmentation moyenne de 40 points.

La Direction refuse la requalification... et fait composer une partie des journaux à l'extérieur.

Une fois de plus, le progrès technique est utilisé au profit des patrons contre la santé des travailleurs et leur qualification.

Déjà la lutte des travailleurs d'AIGLES a trouvé le soutien de l'ensemble de la profession, ainsi que celui des journalistes.

L'Union Départementale CFDT du Rhône vous appelle vous aussi à soutenir les travailleurs d'AIGLES en grève.

— Parce que leur lutte rejoint celle de toutes celles et ceux qui veulent d'autres conditions de travail et qui se battent contre la déqualification,

— Parce que dans cette période d'austérité reconduite et accentuée, il importe que les travailleurs se battent pied à pied et qu'ils gagnent,

— Parce qu'il est temps de faire échec à la politique patronale dans le privé, gouvernementale dans le public, désastreuse pour l'ensemble des travailleurs.

Soyons prêts à riposter aux atteintes au droit de grève que constitue la sous-traitance du travail par des entreprises extérieures.

Assurons le soutien financier indispensable pour permettre aux travailleurs de tenir.

En aidant les travailleurs d'AIGLES à gagner aujourd'hui, nous préparons d'autres luttes victorieuses demain.

Solidarité financière :
Mme TRIOLET André
Compte n°10 24 05 414
Banque d'Escompte et de Crédit
50, rue Maréchal Leclerc
69800 - SAINT PRIEST
avec la mention «soutien aux grévistes d'AIGLES»

Nouvelles de Franche Comté

En bref...

● Aux Salins de Bréguille, le mécontentement et la volonté de lutte grandissent parmi le personnel qui refuse les licenciements de femmes de services. Dans ce centre de soins, privé, s'était déroulé un très long conflit il y a plusieurs années, le patron est le responsable local du CNPF et des Mammouths (magasins à grande surface).

● Dans le bâtiment, nouvel épisode dans l'affaire l'Héritier : après Bouygues et après la SAE (Société Auxiliaire d'Entreprise), c'est finalement une 3^e équipe à qui le tribunal de Commerce a accordé la préférence pour reprendre les morceaux de la 1^{re} entreprise régionale de bâtiment et de travaux publics.

Les travailleurs seront-ils comptés dans ces restes, que récupère la société parisienne Campenon-Bernard ? Le nouveau patron a déjà annoncé la couleur : 50 % du personnel, pas plus et de toute façon cette reprise n'est qu'une location-gérance pour une durée de 18 ou 24 mois ! Avec ce client là ou avec le précédent, le principal soucis des autorités, député RPR inclus, c'est de terminer les chantiers ; après... le déluge.

Les travailleurs n'entendent pas se laisser liquider avec l'entreprise.

● A Besançon : Creusot Loire ferme l'usine de Ray Sachillères Sifop, spécialisée dans le découpage. Comme consolation, on a annoncé au personnel qu'une entreprise anglaise s'appretait à racheter la Sifop. Renseignements pris, elle occuperait 25 personnes !

Besançon : 3 luttes, 3 succès

En l'espace d'une semaine les travailleurs de 3 petites entreprises bisontines ont entamé la lutte et obtenu, assez rapidement un premier succès. Ce fut le cas à Slava, filiale d'une désormais célèbre multinationales soviétique, où les travailleurs ont obtenu 155 F d'augmentation pour tous, la réduction du travail à 40 H selon un plan échelonné et le paiement des jours de grèves. C'est aussi le cas des ouvriers de Micro Méga qui obtiennent après 4 heures de grève intégralement payées : 150 F d'augmentation pour tous, le salaire minimum hors prime à 2 072 F pour 40 H avec augmentation en plus de 2,5 % au premier juillet. Les 3 heures de réduction d'horaires

obtenus à la Coopérative Laitière UAC (Union Agricole Comtoise) ne sont pas négligeables non plus pour ceux qui faisaient 48 heures. Premier succès aussi dans le Jura à Dôle chez Bicball (conditions de travail, salaires). Pour l'instant, il s'agit de petites luttes, mais elles contribuent à redonner confiance aux travailleurs.

A l'hôpital psychiatrique de Novillars : le patron retenu par le personnel

La lutte des employés (à l'appel de la CGT) a pris une forme plus aiguë. Après les pétitions et les délégations, le personnel a occupé les lieux en protestation devant le refus du directeur de négocier. Il a été retenu dans son bureau durant près de 2 heures. Les négociations reprendront avec un directeur de la DDASS. Le conflit porte sur les conditions de travail, en particulier le manque d'effectif, et sur la qualité des soins qui se dégradent de plus en plus. En outre les employés exigent la levée des sanctions contre une secrétaire de l'établissement.

Nouvelles du Perche

● A l'imprimerie de la Chapelle Montligeon, deux ateliers ont débrayés, pour réclamer l'un 60 centimes et l'autre 1 F d'augmentation. Le mouvement a eu lieu spontanément : il n'y a pas de section syndicale dans l'entreprise.

● A la CIF, au Gué de la Chaine, les 80 travailleurs avaient débrayé en février pour s'opposer à la fermeture de l'entreprise. Début avril, la CFTC crie victoire. Une nouvelle entreprise, la SICA s'installe : bien sûr, tout le personnel sera réembauché. Cependant, les 32 travailleurs qui avaient été licenciés en mars, sont toujours à la porte sauf un. La direction qui avait depuis licencié encore 7 travailleurs, veut imposer une diminution de salaire de 10 % pour les travailleurs restant et les obliger à partir en congés payés maintenant ou en stage de formation ! Comme le dit un travailleur P 3 de 50 ans : «Je veux bien partir en stage, mais c'est moi qui vais leur apprendre quelque chose». Il faut noter que tous les délégués CFTC n'ont jamais fait partie des travailleurs licenciés. Quelques ouvriers de la CIF s'organisent avec le soutien des unions locales CFDT et CGT pour dénoncer les informations de la presse et de la CFTC tendant à faire croire que l'entreprise redémarrerait.

● A la Sofica, à Nogent le Rotrou, une grève a commencé la semaine dernière : 1 250 grévistes sur 1 400 personnes. «L'Usine la mieux payée», dit-on ! Pour la société Ferodo dont fait partie la Sofica, les bénéfices sont très élevés : 5 milliards, et récemment 300 millions, investis chez Paris Rhône. Pour les travailleurs, salaires de 2 117 F et en équipe 2 800 F salaires qui comprennent la prime d'ancienneté, la prime de rendement et la prime de transport. Le gouvernement vient d'allouer, comme partout 45 F d'augmentation, les travailleurs la refusent : comment vivre avec de tels salaires quand les loyers grimpent au dessus de 1 700 F ! C'est pour cela qu'ils revendiquent 250 F d'augmentation (sauf pour les cadres), ainsi que la 5^e semaine de congés payés et les jours de grève payés. La grève a commencé après qu'un ouvrier qui avait refusé une brimade, avait été mis à pied. L'entreprise a été occupée pendant tout le week-end de Pentecôte pour prévenir un éventuel départ des camions.

● Après le Pique-nique du 7 mai à Moutiers au Perche (cf QdP du 10 mai) une assemblée générale du comité de soutien a regroupé près de 60 travailleurs. Le débat a porté sur la conception du comité de soutien :

doit-il être un comité constitué d'organisations politiques comme le proposait le PCF ou le PS, ou bien un comité avec adhésion individuelle comme le proposait les révolutionnaires ? C'est cette dernière proposition qui a été acceptée à l'unanimité. Ensuite, l'accent a été mis sur la nécessité de lutter sur le terrain même, à la ferme, et non de multiplier les démarches, auprès du conseiller général, du préfet, du sénateur et du député comme le proposait le PC. Un bureau du comité de soutien s'est constitué, qui est responsable devant l'assemblée générale et révocable par elle. Deux journées de mobilisation ont eu lieu pendant le week-end de Pentecôte à la ferme, où des petits paysans des environs sont venus répandre le fumier pour préparer les semences du maïs. Dimanche prochain, une nouvelle mobilisation doit avoir lieu pour nettoyer un champ de ses genêts, ce qui est l'un des objectifs du procès en expulsion, le propriétaire ayant spécifié dans le bail que le champ devait être débarrassé de ses genêts. Opération coûteuse, qui aurait nécessité du matériel et de la main d'œuvre. En tous cas dimanche soir, il ne devrait plus guère rester de genêts dans ce champ !

Tous à Moutier dimanche prochain !

Série de luttes en cours

Voilà maintenant deux mois que les élections sont passées, deux mois que la défaite électorale de la gauche, consommée, a prouvé l'impasse de ses solutions. Relevant la tête, s'appuyant sur sa victoire de mars, la droite et le gouvernement en ont profité pour mettre en œuvre un troisième plan Barre, avec un train de hausses rarement atteint. Il faut dire que les réactions des directions syndicales, dès le lendemain de la défaite de la gauche, laissait le champ libre aux projets de Barre. Car d'après Maire, Séguy et autres, la classe ouvrière était complètement démobilisée, abattue, assommée par la défaite de la gauche. Ce qu'il fallait, c'était négocier, «obtenir des résultats, si petits soient-ils» ! Il fallait être réaliste ! Pour eux, personne n'était prêt, dans les usines de ce pays, à engager la lutte de front contre les nouvelles attaques du patronat.

Malheureusement pour eux, la réalité est tout autre. Assez vite après les élections, et plus particulièrement ces derniers jours, toute une série de luttes ont éclaté aux quatre coins du pays. Ce n'est pour l'instant qu'un début, une première rupture qui commence à s'opérer dans l'attentisme distillé par les confédérations. Bien sûr, la presse bourgeoise, y compris *l'Humanité*, n'en parle guère, et préfère mettre l'accent sur les «ouvertures» de Barre, les visites de tel ou tel dans les salons de Giscard ou de Ceyrac. Mais c'est bien un renouveau des luttes qui se dessine en ce moment, sur deux fronts.

Le premier, c'est celui de la bataille contre les fermetures, l'assassinat de régions entières, comme les Vosges avec Boussac, ou les Chantiers de la Réparation Navale à Marseille. Qui n'a pas été surpris par la violence de la révolte de ces vieilles ouvrières de chez Boussac, qui après des dizaines d'années d'exploitation et d'oppression par le patron de cet empire, sont venues en masse à Senones, prenant à partie son bras droit Petit, le bousculant dans son siège même, n'hésitant pas à

PREMIERES RUPTURES AVEC L'ATTENTISME

monter à Paris pour faire entendre leur voix ? Des années de paternalisme sont secouées par cette combativité qui explose aujourd'hui. «Non à tout licenciement, non aux pré-retraites», tel est le mot d'ordre que les directions syndicales ont dû mettre en avant, alors qu'il y a peu de temps encore, en Lorraine, elles avaient réussi à étouffer toute riposte à la liquidation de la sidérurgie !

Dans le même temps, dans toute une série d'entreprises en général de taille moyenne, les ouvriers ont engagé la lutte. Des luttes particulièrement offensives, souvent avec occupation, comme à Eaton à Saint Nazaire, à la Sofica de Nogent le Rotrou dans le Perche, ou avec des piquets efficaces, comme sur les chantiers de la Centrale Nucléaire de Creys Malville. A plusieurs reprises, ils n'ont pas hésité à retenir leur patron, pour le contraindre à négocier, dans des conditions certes moins confortables que celles que leur offrent les directions confédérales. C'est le cas par exemple à Eaton, ou à l'hôpital de Novillars, près de Besançon... Luttes en général sur les salaires, les conditions de travail, parties bien souvent spontanément, à la suite de brimades, ou de mises à pied. A Nantes, à LMT, la lutte pour un salaire minimum à 2500 F, les 35 heures, dure depuis plusieurs semaines. A Tonnerre, petite ville de 6 000 habitants, les soixantes ouvriers de chez Charron sont partis en grève il y a une semaine, pour une augmentation. En Franche Comté, comme nous l'indique notre correspondant ci-contre, plusieurs succès ont déjà été obtenus sur les salaires et les horaires...

Dans toutes ces luttes, les ouvriers prennent les choses en mains, font tout pour ne pas être dépossédés de la conduite du mouvement. Ainsi, des ouvrières de l'imprimerie de Berger Levraut, à Nancy, nous expliquaient pourquoi elles préféraient encore limiter la lutte à leur secteur, plutôt que de perdre tout contrôle en généralisant le conflit, en le remettant entre les mains des directions

syndicales. C'est la même situation à peu près, à LMT à Nantes. A Malville, ce souci de prendre toutes les décisions ensemble, de bien être unifiés sur les revendications et les formes de lutte, se traduit par des Assemblées Générales quotidiennes, et un certain refus des orientations qui ont conduit à la défaite d'autres luttes récentes dans des Centrales Nucléaires comme Braud Saint Louis ou Dampierre.

Alors, qu'on ne nous dise pas aujourd'hui que la classe ouvrière est abattue, qu'elle ne veut pas lutter ! Ceux qui ne veulent pas de ces luttes, ce sont ceux qui précisément en ont conduit des dizaines à l'échec, ont montré la faillite de leur stratégie, et n'ont pas grand chose à proposer aujourd'hui. Ce sont les mêmes qui refusent les coordinations des luttes des hospitaliers en lutte depuis plusieurs mois, qui donnent des consignes de reprise aux conducteurs de bus à Paris, dès qu'ils entendent parler d'étendre la grève aux conducteurs du Métro. D'ailleurs, dans la plupart des cas, ils se gardent bien de s'affronter de face à ces nouvelles grèves, et sont contraints de manier un langage dur, face aux exigences de ceux qui affirment : «Aujourd'hui, la seule solution, c'est la lutte».

Ces premières luttes en rupture avec l'attentisme, il s'agit pour tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans les visites de salons, dans les négociations ramasse-miettes et le pseudo-réalisme des lendemains d'élections difficiles, de les soutenir largement, face à la conspiration du silence dans laquelle on veut les enfermer. Déjà, autour des Charron à Tonnerre, de LMT à Nantes, des comités de soutien se sont constitués. Aujourd'hui, il s'agit de populariser largement ces luttes, de montrer la voie qu'elles commencent à ouvrir, car elles sont, la preuve vivante que la lutte est possible, que c'est la seule voie possible.

Monique CHERAN

En pleine période électorale, en mars dernier, les travailleurs en majorité immigrés, des chantiers des centrales de Braud St Louis (Gironde) et de Dampierre en Burly (Loiret) avaient fait grève pendant plusieurs semaines. Leur lutte n'avait pu aboutir à la satisfaction complète de leurs revendications. Ce n'est pourtant pas la combativité qui manquait : à Braud, comme à Dampierre, l'intervention des flics, des tribunaux, les mesures de mise à l'écart d'ouvriers du piquet de grève par la direction, ce n'est pas cela qui avait conduit ces deux luttes à l'échec. Les difficultés, c'est bien la volonté du PCF, et les directions syndicales CGT, qui les ont créées. D'une part, pour elles, la situation électorale ne devait pas être trop troublée. Mais plus fondamentalement, elles ont affirmé partout que l'EDF et le gouvernement portaient la responsabilité de ces grèves qui selon elles, portaient atteinte à l'intérêt national, du fait qu'elles retardaient l'ouverture de ces centrales nucléaires. Pour elles, il ne fallait donc pas que les grèves durent trop, qu'elles s'étendent. C'est pourquoi, très vite, en particulier à Braud, elles s'étaient montrées favorables aux propositions patronales, pourtant rejetées par les grévistes, et n'ont rien fait pour populariser ces luttes.

Aujourd'hui, ce sont les travailleurs de Creys Malville qui engagent la lutte, c'est leur sixième grève depuis septembre 76. Ils sont riches de leur expérience et de celles de leurs camarades des autres chantiers. La première leçon qu'ils ont tiré, c'est face à la direction CGT qui à chaque fois négocie sans tenir compte de leurs revendications et «chaque fois appelle à reprendre le travail», de prendre eux-mêmes la lutte en mains, ils discutent la plupart des propositions en assemblée générale. Beaucoup, il y a un mois encore syndiqué à la CGT, l'ont quittée, et se rapprochent de la CFDT.

Actuellement 750 personnes travaillent sur le chantier. Ils étaient 70 au mois d'octobre 77 ; 450 sont employés par l'entreprise Fougerolles qui réalise le gros œuvre. L'entre-

prise aurait fait 55,5 millions de francs de bénéfices en 76 et 77. Un peu plus d'une cinquantaine de cadres et bureaux ne sont pas grévistes. Les trois cent travailleurs restants sont employés par l'EDF et une quinzaine d'entreprises sous-traitantes avec Fougerolles.

Début mai, Fougerolles avait donné son accord pour augmenter les salaires de 1 % tous les trois mois et les primes de déplacement de 10 F par jour de travail. Il revint sur ses engagements en proposant pour la prime de déplacement 5 F tout de suite, puis 7 F plus le rappel en septembre si les ouvriers s'engageaient à ne pas faire grève jusqu'à cette date ! Ce chantage à la paix sociale, les ouvriers l'ont refusé.

Le 8 mai, plus de 400 ouvriers de l'entreprise ont

Chantiers de la centrale nucléaire Creys-Malville en grève depuis le 8 mai.

«NOUS FERONS CEDER LA DIRECTION»

voté la grève et ont engagé la lutte.

— pour augmentation des primes de déplacement calendaire à 60 F par jour, prime d'outillage à 50 F par mois, prime de rendement égale pour tous soit 150 F par mois. — pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, le transport gratuit de tous le personnel ainsi que le samedi et le dimanche pour le personnel logé au foyer, ainsi qu'un service de secours efficace sur le chantier.

— pour l'extension des droits syndicaux et l'heure d'information payée pour tout le personnel à l'appel des organisations syndicales.

— pour la garantie de l'emploi pour tous (en effet les ouvriers sont sous contrat uniquement pour la durée du chantier).

Dès le lundi matin 8 mai, les ouvriers de Fougerolles ont constitué un piquet de grève devant le site, qui laissait entrer seulement les ouvriers des entreprises sous-traitantes. Ils ont demandé que leurs délégués puissent être à l'intérieur afin de vérifier que les travaux dont ils avaient la charge soient maintenus en l'état. Devant le refus de la direction, le piquet de grève ne laisse entrer désormais que les gardiens et les employés d'EDF. Mercredi 10 mai les délégués ont été convoqués



15 mars 1978, lors de la grève du chantier de la Centrale nucléaire de Braud-St-Louis (Gironde).

devant le tribunal de Bourgoin pour le lendemain ; une entreprise sous-traitante a porté plainte. Le tribunal décide l'évacuation du piquet de grève.

La sentence ne les a pas intimidés, ils sont prêts à poursuivre la lutte pour défendre leurs droits et attendent de pied ferme toute intervention des forces de police. Ils savent aussi que la direction essaiera d'utiliser d'autres moyens, par exemple de diviser, sur la base des qualifications, ou des na-

tionalités... Mais ils savent que c'est tous ensemble qu'ils gagneront et sont vigilants pour éviter ces pièges. Entre les Turcs, les Maghrébins, les Portugais et les autres nationalités, s'est construite une grande fraternité. Les ouvriers savent aussi que leur direction essaiera de s'appuyer sur les autres entreprises. Ils ont donc prévu de s'adresser aux travailleurs de ces entreprises, en leur expliquant pourquoi ils sont en grève, pourquoi ils font un piquet de grève, et

en leur demandant d'entrer eux aussi en lutte, pour être payés malgré l'arrêt de travail. Dans le même temps, les grévistes s'organisent pour populariser leur lutte.

Correspondant

Adresser les soutiens au Quotidien du Peuple qui transmettra, avec la mention : pour les ouvriers de Creys Malville.

AVORTEMENT

Après le suicide de Florence

MANIFESTATION COMBATIVE
A VILLENEUVE SAINT-GEORGES

● Florence, 15 ans s'est suicidée pour n'avoir pu avorter. A l'appel des groupes femmes de Villeneuve Saint-Georges, de Montgeron, et du Val de Marne, du MLAC de Villeneuve Saint-Georges et du MLAC central, du Mouvement Français pour le Planning Familial, au niveau national, et localement de Yerres et de Maisons-Alfort, des travailleurs de l'hôpital de Villeneuve Saint-Georges, de la section CFDT de l'hôpital, de la coordination des femmes noires, une manifestation était organisée à Villeneuve Saint-Georges. 250 personnes avec de très nombreuses banderoles à l'appui, remettaient en question la loi Veil : «*Avortement libre et remboursé, y compris pour les mineures et les immigrées, «le droit d'avorter, il faut l'imposer.»*»

LE SUICIDE
DE L'INSTITUTRICE
DE CHARENTEComment
la réforme Haby
pousse
au désespoir

«*Ça va aller loin, cette affaire*», les habitants de la commune de Reignac, ou enseignait Françoise Bordelais, expriment leur colère devant «la machination» qui devait conduire Françoise au bord du désespoir et du dernier recours... le suicide.

Françoise et son mari, s'étaient, semble-t-il bien intégrés à la vie du village ; leur persévérance pour que la petite école de campagne de Reignac soit maintenue n'est certes pas étrangère à cet accueil. Françoise, comme la plupart des institutrices et institutrices frais émoulus de l'École Normale, doivent d'abord faire leurs preuves. Pour Françoise, ce sera les classes pratiques du CES de Barbezieux, où sans formation particulière, elle doit affronter les multiples problèmes qui se posent, qui requièrent un certain sang-froid pour pallier aux lacunes pédagogiques de l'Éducation Nationale. En 1976, elle est nommée à Reignac. Il ne faut voir là nulle promotion, comme nous le signifie un responsable syndical de Barbezieux : la Charente est considérée comme un département Nord, autrement dit pour en sortir, il faudrait attendre plusieurs années, avec des rapports favorables de la part des inspecteurs...

Pourtant Françoise et son mari ne rechignent pas : quand ils arrivent à Reignac, l'école était pratiquement désertée, on menaçait de la fermer... Ils feront le tour des fermes et des hameaux voisins pour persuader les habi-

tants de la commune de faire venir leurs enfants dans cette école plutôt que dans celle des villages voisins. Leur entreprise avait remporté un certain succès puisque les bancs de leur école compte une vingtaine d'élèves. Mais les problèmes n'étaient pas résolus pour autant : Françoise doit maîtriser les difficultés que crée une classe unique regroupant des élèves du cours préparatoire au cours moyen, et ce, sans expérience et sans formation particulières. Tout ceci dans le contexte de l'application de la réforme Haby, qui supprime entre autre le soutien pédagogique aux instituteurs, développant le caractère répressif du corps des inspecteurs, freinant ou stoppant toute initiative qui sortent du cadre de la conception officielle de l'école et du rôle qu'elle joue dans la société.

Les enseignants devant, de par cette réforme, des orientateurs, tâche qu'ils ne font «pas sereinement, mais avec un sentiment de dégoût la plupart du temps», avec de plus «le sentiment d'être sans efficacité», comme le décrit un enseignant. Et pour maintenir les enseignants dans ce rôle qui leur est dévolu par le pouvoir, celui-ci accroît son autorité, notamment dans le domaine politique et syndical. Face aux revendications des enseignants «le pouvoir n'a pas d'autres solutions que de réprimer et de réprimer.» Françoise en est morte.

Pierre CHATEL

La manifestation s'arrêta devant la polyclinique où Polo chef de service accepta l'avortement de Florence pour la somme excessive de 1 000 F en liquide, alors que ce même Polo, chef de service de l'hôpital de Villeneuve Saint-Georges avait refusé de l'avorter à l'hôpital, le délai légal fixé étant dépassé ! «*Polo à l'hôpital tu nous fais la morale, à la polyclinique tu fais du fric !*»

«*L'ordre des médecins, c'est une belle racaille !*» «*Avortement clandestin, c'est du fric pour les médecins !*» Puis la manifestation a gagné l'hôpital «*contraception, avortement, sexualité : nous voulons un centre à l'hôpital !*»

Une entrevue ayant été

demandée par une lettre ouverte au directeur de l'hôpital de Villeneuve Saint-Georges pour demander un centre d'orthogénie, le directeur reçut la délégation. Il y avait des représentants du Mouvement français pour le planning familial, des groupes femmes, de la CFDT et des femmes noires. La délégation expliqua que la prise en charge des interruptions volontaires de grossesse était largement insuffisante dans cet hôpital, quant au nombre de lits prévus pour cela et quant à l'accueil des femmes venant se faire avorter. Le directeur expliqua qu'il appuyerait pour avoir plus de lits pour les interruptions volontaires de grossesse et qu'il ferait en sorte que les services chi-

rurgie prennent en charge les IVG. D'autre part il a annoncé qu'une commission se réunirait sur ce problème courant juin et qu'il inviterait officiellement à titre consultatif à cette commission des représentantes des groupes femmes. Quant au centre d'orthogénie, réclamé par la délégation, il expliqua : «*Ce sera difficile, car c'est une question de crédits*», mais qu'il appuyera en ce sens lors de la réunion de la commission.

Lors du compte rendu de la délégation les femmes s'exclamèrent : «*Quelles garanties à ces promesses ?*» Une représentante des femmes noires dit que la seule solution c'est d'exercer une pression permanente, dénoncer aussi le profit qui est fait sur les

avortements : bon nombre de femmes qui passent ne peuvent se payer l'avortement !

«*On sait que pour le centre d'orthogénie de Bicêtre il a fallu 2 ans et demi pour l'imposer*». Le problème de l'oppression des femmes fut posé par une représentante des femmes noires, la direction ne voulant les recevoir que tous les trois mois et séparément des autres groupes, le MLAC et les groupes femmes ! Signifiant son refus de cette mesure : «*Il ne faut pas semer la division ! L'oppression des femmes n'a pas de frontières. Il faut continuer à lutter partout et tous ensemble sur ces problèmes !*»

Corr. groupe femmes de VITRY

Les dossiers scolaires vaincus...

LA LUTTE DOIT CONTINUER
CONTRE LE CONTROLE SOCIAL

● Après la bataille contre les dossiers scolaires qui vient d'être gagnée, la lutte est-elle finie pour autant ?

Evidemment non ! Car ces dossiers n'étaient qu'un maillon de la chaîne du contrôle social organisé par l'Etat. Un autre maillon est celui que met en place la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale (DASS) et l'Éducation Nationale (EN) au moyen des Commissions Départementales de l'Éducation Spéciale (CDES) qui visent à centraliser et rationaliser les services dits «aide à l'enfance inadaptée» et à collaborer avec les services psychiatriques de secteur (extension des services vers les quartiers populaires).

Mais de quelle aide s'agit-il ? Une loi anodine passée le 30 juin 1975, en même temps que les lois centralisatrices de rentabilisation des services sociaux (n° 75-543 et 75-535) met en place un système de commissions qui vont «suivre» la jeunesse de 0 à 20 ans, à l'école, dans les dispensaires et dans les centres sociaux.

En principe, elles ont pour but de dépister les handicaps physiques, sensoriels et mentaux sur la base de dossiers médicaux, sociaux (par l'intermédiaire des assistants sociaux et éducateurs de prévention) et des tests psychologiques (Quotient Intellectuel).

Mais à bien y regarder, ce dépistage concerne surtout les populations des quartiers populaires où ces handicaps sont dus essentiellement aux mauvaises conditions de vie. D'ailleurs, la majorité des interventions de ces psychologues, assistants sociaux et autres contrôleurs sociaux se font dans les quartiers PSR (Programme Social de Relogement), PLR (Programme à Loyer Réduit) et HLM.

Tous les handicaps concernés par les CDES découlent de ce qui est en dehors des normes capitalistes :

— retards scolaires (les immigrés et les couches populaires sont les premiers touchés),
— inadaptation aux normes de rentabilité (travailleurs sous-qualifiés ou déqualifiés, handicapés notamment),

— difficultés familiales (familles nombreuses et chômage).

Il est à noter également que les jeunes sont concernés par l'intervention des CDES dans la mesure où ils ne sont pas dans la vie active (circulaire n° 76-156 du 22 avril 1976).

DERRIERE
LE «DÉPISTAGE»,
LA SÉGRÉGATION...

Ce soi-disant dépistage social qui est ségrégatif vise à assurer un contrôle efficace de la population, à médicaliser et à psychiatiser les solutions aux problèmes d'inadaptation ou de refus à la société capitaliste. Il est difficile de passer outre car les CDES interviennent dans toutes les écoles où sont soumis les enfants, ainsi que dans les Centres d'Hygiène Sociale (CHS) qui contrôlent

les quartiers populaires. Les seules ripostes individuellement possibles sont de refuser qu'un enfant passe devant cette commission, mais cela entraîne la suppression de l'Aide Sociale (article 9 de la loi), ou de refuser qu'un enfant soit examiné par un psychologue scolaire.

Aussi, ces pouvoirs spéciaux qu'ont la DASS et l'EN vis-à-vis de notre jeunesse sont très dangereux et il importe de se mobiliser contre eux. En effet, ils sont assimilables aux pouvoirs des psychiatres avec l'internement de force (loi de 1838 toujours en vigueur) et ils sont liés à ceux-ci. Pourquoi ?

Le but de l'Etat est de transformer les problèmes sociaux qu'implique l'organisation capitaliste de notre société en problèmes médicaux, psychiatriques ou d'inadaptation, c'est-à-dire soi-disant indépendants de la lutte des classes. Il est plus difficile de lutter contre un spécialiste médical ou psychiatrique que de lutter contre un patron, car l'idéologie dominante veut faire croire que ces scientifiques sont objectifs. C'est pourquoi l'Etat tente de rationaliser et de coordonner les secteurs sanitaire, social et psychiatrique sous sa tutelle par l'intermédiaire de la DASS et de l'EN.

BRISER
LES MAILLONS
DU CONTRÔLE SOCIAL

Comme nous l'avons déjà souligné dans un article (voir *QdP* du 28 février 1978), un pouvoir de gauche n'aurait pas remis en cause cette politique de contrôle social, mais au contraire l'aurait renforcée

et appliquée plus rapidement, car c'est sur des propositions du PCF, en particulier en 1960, que se sont élaborées ces lois. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'aucune action n'a été entreprise par les partis de gauche à l'encontre de celles-ci.

Seules les couches populaires ont intérêt à lutter contre, au sein de leurs quartiers et des associations familiales et de parents d'élèves notamment, comme elles l'ont fait victorieusement contre les dossiers scolaires. Quant aux travailleurs des secteurs sanitaire, social et psychiatrique, il faut qu'ils informent la population et se mettent au service des luttes qui combattent ces lois scélérates.

C'est donc au vu de ces éléments que nous devons nous mobiliser pour briser ce maillon en luttant pour :

— l'abrogation des lois de 1838 (internements psychiatriques de force), de 1970 (loi hospitalière), de 1975 (loi sociale, «aide aux handicapés, CDES) ;
— la suppression des projets GAMIN et AUDASS (mise en fiches par la DASS), de la mise sous tutelle par la DASS, de l'ilotage policier et psychiatrique ;
— arrêt des implantations de clubs de prévention (éducateurs de quartiers), des commissariats de quartiers.

Pour tous renseignements et discussion, s'adresser aux responsables locaux des groupes d'alternative à la psychiatisation, au *QdP* qui transmettra.

Collectif d'Alternative
à la psychiatisation
du Secteur social
(Corr. SENONES)

Alors que se déploie, depuis la fin de la semaine dernière, dans la province zaïroise du Shaba, une nouvelle offensive des troupes du FLNC «Front de libération nationale du Congo», entrées au Zaïre, à partir de la Zambie, l'état d'alerte a été décrété pour les avions de transport «Transall» de la base d'Orléans, qui avaient déjà fourni l'an dernier, à la même époque, contre les «katangais», un précieux appui logistique à l'armée de Mobutu, le chef de l'Etat zaïrois. Le gouvernement français a d'ores et déjà commencé à préparer l'opinion à une nouvelle menace d'intervention militaire, en prétextant de «l'appel à l'aide d'un Etat africain souverain contre une agression extérieure».

Ceci ne constitue en fait pour l'impérialisme français qu'un voile pudique derrière lequel il entend cacher ses entreprises en vue de maintenir et accroître sa présence sur le continent africain.

Parlant de la réalité de cette menace française, l'*Humanité* sous la plume d'Yves Moreau, entend bien blanchir totalement Moscou et Cuba, et passer sous silence le développement de leur agression contre l'Afrique, en donnant à l'intervention actuelle contre le Shaba l'auréole d'une authentique lutte de libération nationale. Nous rejetons cette

double présentation des faits et condamnons également l'intervention soviétique en Afrique et les menaces d'intervention française.

Giscard prétend aider à la défense de la souveraineté du Zaïre alors que cette nouvelle menace d'intervention s'inscrit actuellement dans un ensemble d'engagements militaires comportant l'intervention directe de l'aviation française au Tchad, au Sahara, contre la lutte de libération du peuple sahraoui. Aussi bien que la participation, dans une très forte proportion, aux casques bleus du Sud-Liban,

LE ZAIRE FACE A L'IMPERIALISME FRANÇAIS ET AUX SOVIETO-CUBAINS

au sein desquels, les paras français pourraient voir leur «mission» dévier dangereusement vers la constitution d'un tampon contre les activités de la Résistance Palestinienne et des patriotes libanais.

L'«aide» militaire française est partie intégrante d'une tentative de mainmise de l'impérialisme français sur le Zaïre, qui s'est développée sans interruption depuis l'indépendance de ce pays, dès le début des années 60.

C'est notamment pour défendre les intérêts acquis dans ce pays (voir notre dossier page 9) que la France a signé dès 1963 avec le Zaïre des accords de «coopération» militaire.

Toute intervention militaire française pour soutenir Mobutu est inséparable d'une répression contre les masses dont la révolte contre leurs conditions de vie s'est particulièrement développée depuis 76. Inséparable aussi d'une répression contre les aspirations populaires à l'autonomie qui sont présentes dans plusieurs provinces du Zaïre, dont la province du Shaba.

En intervenant militairement au Zaïre contre une agression extérieure, l'impérialisme français participe de l'entreprise de division du Tiers-Monde, il alimente le développement de conflits entre pays du continent africain.

Sous prétexte de faire face à une menace soviéto-cubaine, bien réelle, la France contribue à faire du Zaïre un champ des rivalités impérialistes.

La défense d'une indépendance authentique du Zaïre contre toute menace extérieure, ne peut être que le fait du peuple de ce pays. Il est seul à même d'empêcher que son pays ne devienne un pion pour les puissances étrangères au continent, puissances qui accroissent leurs interventions en se livrant à la surenchère, dans une prétendue défense des intérêts du peuple zaïrois.

C'est en prenant prétexte du sort des masses populaires au Zaïre que Moscou entend blanchir l'intervention qu'il développe vis-à-vis de ce pays.

Les masses zaïroises se dressent contre l'inflation, le chômage, la corruption que le régime de Mobutu a développé sur une large échelle.

Au Shaba même, le reflux provisoire, l'an dernier, de l'intervention des ex-«gendarmes katangais», n'a pas du tout signifié la fin de la révolte permanente qui couve dans cette province contre le pouvoir central qui avait écrasé dans le sang la revendication d'autonomie. Aussi, les forces qui interviennent aujourd'hui sous l'étiquette de «Front de libération nationale du Congo», sont, au moins pour une part, composées des exilés politiques qui ont fui les exactions de Mobutu.

Sont-elles pour autant d'authentiques forces de libération ?

L'histoire de ces forces que nous rappelons par ailleurs, les a conduit à être aujourd'hui partie intégrante des forces armées de l'Angola, largement dépendantes des Soviétiques et des Cubains. L'intervention du FLNC au Zaïre alors que l'opération a été minutieusement préparée comme en témoigne la rapidité de la progression de ses forces au Shaba, n'est pas concevable hors de la caution et de l'appui de Moscou et de la Havane.

Selon plusieurs déclarations de ses représentants, le FLNC n'entend pas limiter son intervention à la province du Shaba, mais au contraire, l'étendre à l'ensemble du Zaïre, et renverser le pouvoir central. Sans doute, l'intervention du FLNC, même si elle prétend répondre à des aspirations existantes du peuple zaïrois, est une intervention largement téléguidée de l'extérieur, et ne s'appuyant nullement sur une authentique mobilisation des masses. Le FLNC parvenant à prendre le pouvoir central, ferait dans ce contexte, un appel massif à «l'aide extérieure». Une «aide», que vu déjà les attaches du FLNC, l'URSS fournirait sans retenue, développant ainsi, à partir de l'Angola où ont été armés et équipés les «gendarmes katangais», sa zone d'influence en Afrique.

INFORMATIONS GENERALES

Le juge Pascal devant le tribunal de Rennes

LE PROCES DU SECRET DE L'INSTRUCTION

Judi et vendredi, le juge Pascal comparait devant le tribunal de grande instance de Rennes, sous l'inculpation de «violation du secret professionnel et du secret de l'instruction». Selon le code pénal, il risque de un à six mois d'emprisonnement.

Le motif de l'inculpation est un article du juge Pascal, publié dans *Paris Match* le 24 septembre 1974. Cet article, rédigé au lendemain du non-lieu des

époux Leroy et du renvoi de Jean-Pierre devant le tribunal pour enfants, utilisait un certain nombre d'informations contenues dans le dossier ouvert à la suite de l'assassinat de Brigitte Dewèvre, en avril 1972.

Des journalistes témoignent pourtant que ces informations-là étaient déjà connues, et pas du fait du juge Pascal...

En fait, en marge de l'affaire de Bruay-en-

Artois, c'est bien le secret de l'instruction qui sera en cause à Rennes.

Pour le juge Pascal : «Il faut bien constater que, lorsque le voile se lève sur cette mystérieuse institution, on découvre avec stupéfaction toutes sortes d'indices qui font penser à l'existence d'une justice de classe, de caste, qui, plutôt que de rechercher la vérité, préfère jeter la confusion dans les esprits.»

Le jugement du tribunal de Rennes revêtira une certaine importance dans la mesure où la question d'une réforme du secret de l'instruction est à l'étude depuis plusieurs mois déjà. Une première proposition gouvernementale, rejetée par le Sénat, prévoyait un «assouplissement» de pure apparence, puisqu'il menaçait d'amendes ou de prison la publication d'informations sur les éléments du dossier.

PROCES CONTRE LA LIBERTE D'EXPRESSION

Mardi après-midi, la 17^e chambre correctionnelle de Paris délibérait sur une plainte du Parquet pour «apologie du crime de meurtre et de sabotage». Parmi les inculpés, Frédéric Oriach, qui revendique son appartenance aux NAPAP, le journal *Libération* qui était poursuivi pour avoir publié une lettre de Oriach où celui-ci expose ses thèses, la publication anarchiste *Front Libertaire* qui pour sa part, avait publié un texte des NAPAP.

La défense a fait remarquer le caractère d'atteinte à la liberté d'expression que constituent ces poursuites. Les journaux poursuivis, en publiant des textes des NAPAP, n'en-faisaient pas l'apologie, mais donnaient l'information. M^r Henri Leclerc a fait remarquer le caractère totalement arbitraire des poursuites : «Aurait-on poursuivi *Le Monde* pour avoir publié un communiqué des NAPAP ?»

Le jugement sera rendu dans un mois.

ORLOV : PAS DE TEMOINS DE LA DEFENSE

Mardi après-midi, se déroulait la mascarade visant à juger le dissident soviétique Orlov. Il est accusé d'avoir «systématiquement diffamé l'Union soviétique en fournissant des informations aux ambassades et aux correspondants étrangers sur de prétendues violations des droits de l'homme.» Il risque sept ans de prison.

Un service d'ordre renforcé interdisait l'accès de la salle aux journalistes, ainsi qu'aux amis d'Orlov. Tous les témoins entendus étaient ceux de l'accusation. Les témoins de la défense avaient tous été récusés par le président du tribunal.

Quelques dizaines de personnes ont manifesté devant l'ambassade d'URSS à Paris. Il y a eu quelques bousculades avec la police.

Elections en Italie

Net recul du PCI poussée de la DC

Dimanche et lundi derniers, 4 millions d'Italiens, soit un dixième du corps électoral, ont été appelés à élire des conseillers municipaux. Ces élections prenaient évidemment valeur de test immédiatement après l'assassinat d'Aldo Moro.

Le parti d'Aldo Moro, la Démocratie chrétienne, sort grand vainqueur de ces élections avec 42,5 % des suffrages : lors de la dernière consultation, les législatives de 1976, elle avait obtenu 39 %. C'est le meilleur score de la DC depuis 30 ans.

Parrallèlement, le parti révisionniste connaît un net recul, passant de 35,6 % des voix à 26,5 %. Dans le Nord, sa baisse est de l'ordre de 5 % ; elle se transforme en déroute dans le Sud : c'est ainsi qu'en Campanie il passe de 42 % à 24 % des votes, et en Sicile de 32 % à 15 %.

Les socialistes profitent en partie de cette baisse du PCI : le PSI passe de 9 à 13,3 %. Contrairement

au PCI, les socialistes s'étaient affirmés pour des négociations avec les «Brigades rouges» : ils ont pu profiter de leur double jeu : être à la fois dans la majorité et ne pas apparaître trop ouvertement comme des défenseurs inconditionnels de l'Etat.

Les fascistes du MSI ne recueillent pas les fruits de la campagne de peur : leur score de 4,5 % est en recul par rapport aux 7 % de 1976.

Les listes d'extrême-gauche ont obtenu 3 % des voix là où elles étaient présentes, ce qui constitue une progression.

La leçon essentielle reste bien la défaite du parti révisionniste. Sa politique de défense inconditionnelle de l'Etat lui a fait perdre des voix de travailleurs, qui se sont reportées sur le PSI ou l'extrême-gauche. Mais, malgré les efforts du PCI pour se présenter comme parti de l'ordre, c'est vers la DC qu'ont convergé les voix du parti de la peur.

Samedi 20 et dimanche 21 mai
à Sainte-Geneviève des Bois (Essonne)
au centre «La Balise»,
rue Joliot-Curie, résidence Saint-Hubert

Fête annuelle de l'ACAFI

Samedi 20 à 20 h 30, film :
L'ENNEMI PRINCIPAL

Dimanche 21 à 15 h :

- EXPOSITION de dessins d'enfants sur le thème de l'amitié entre les peuples.
- SPECTACLE DE VARIÉTÉS :
 - Avec l'atelier populaire de chansons
 - Carlos Andreu
 - Musique arabe
 - etc. etc
- JEUX pour les enfants et les adultes.
- STANDS des associations amies.
- Bar, buffet.

Le COBA Paris XX^e

Émet sur Radio-Bastille jeudi 18 mai à partir de 19 h 30 :

- Infos Coba XX^e.
- Interviews de femmes latino-américaines.
- Comment Giscard soutient Videla.
- Musique argentine.

Succès du Front Polisario contre les troupes d'occupation

Le 10 mai, les forces de l'ALPS ont attaqué la garnison de Bir Moghreim au Nord de la Mauritanie occupée par des troupes annexionnistes de Rabat. Des attaques ont eu lieu simultanément à Tifariti et au Sud de Mahbes. En tout 29 soldats marocains ont été tués et des véhicules militaires ont été détruits.

Mozambique : nationalisation des mines de charbon

Le gouvernement mozambicain a nationalisé la société minière d'exploitation du charbon du pays. Dans les mines, contrôlées par un groupe portugais, il y avait eu plusieurs dizaines de morts, fait de la non-observation des règles de sécurité. Les anciens propriétaires seront indemnisés, sauf en cas d'actes ou de tentatives de sabotage.

Roumanie - Chine

Le président roumain Ceausescu est actuellement en visite officielle en Chine. Reçu par le président Houa Kouo-feng, il a dans un discours prononcé à Pékin dénoncé «la confrontation des blocs militaires antagonistes», et la «tendance à découper de nouveau le monde en sphères d'influence».

Liban

On a appris, à la fin de la semaine dernière que les troupes sionistes avaient repris l'occupation de trois villages qu'elles avaient évacués le 30 avril. Il s'agit de Zabquine, Tibnine et Aïm Mizbab. Les casques bleus français qui contrôlent le secteur dans lequel se trouve Zabquine n'ont pris aucune mesure contre ces mouvements de troupes alors qu'ils s'opposent aux mouvements des forces de la Résistance Palestinienne.

ERYTHREE :

Conférence de presse d'un membre du Comité Central du FPLE

● Avant le meeting de mercredi, Amde Michael Kassai, membre du Comité Central du FPLE, a donné une conférence de presse. Nous publions des extraits de ses déclarations.

«Alors que la lutte armée pour l'indépendance et pour l'émancipation sociale du peuple érythréen avance à grands pas vers la victoire, le régime éthiopien prépare, une campagne militaire massive en vue de l'extermination physique du peuple érythréen.

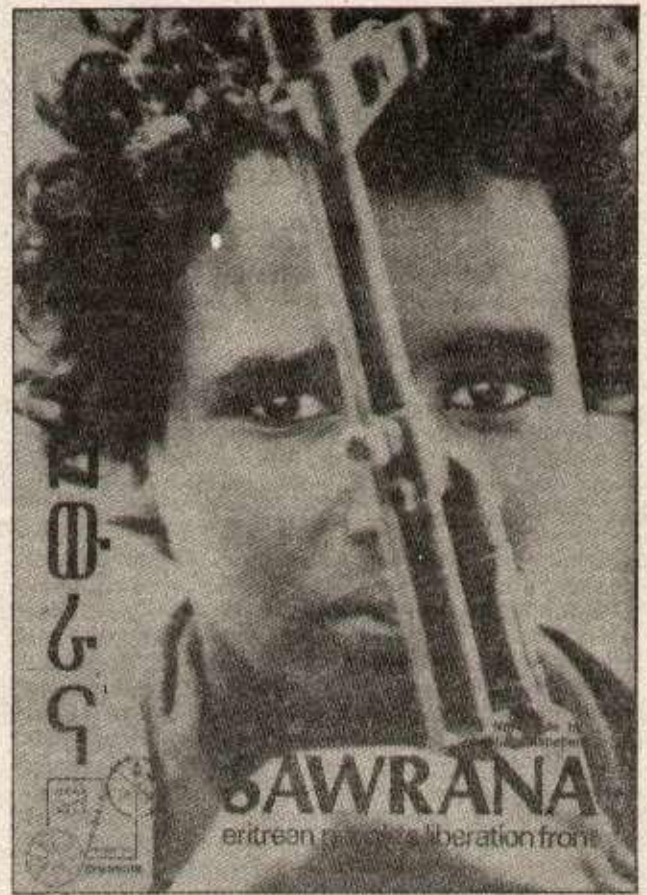
Depuis dix-sept ans le régime éthiopien, aussi bien celui d'Haïlé Selassié que la junte fasciste actuellement au pouvoir tente d'isoler diplomatiquement la révolution érythréenne en disant que c'est une lutte pour des raisons religieuses avec une aide extérieure, alors qu'en même temps, il utilise des moyens purement militaires pour briser la juste lutte du peuple érythréen et prépare une campagne militaire massive contre la population civile.

Malgré les atrocités du régime éthiopien, qui n'ont guère d'équivalent dans l'histoire, le peuple éry-

thréen a continué avec détermination sur le chemin de la guerre populaire prolongée et a libéré 95 % de son territoire.

Malgré les défaites répétées, que lui ont infligé le peuple érythréen, les dirigeants éthiopiens se sont obstinés et s'obstinent à vouloir résoudre la question militairement. Cette intransigeance est due au fait que la grande majorité de la communauté internationale reste indifférente à l'agression éthiopienne et au fait que les grandes puissances, les USA d'abord et maintenant l'Union soviétique, fournissent d'immenses quantités d'armes au régime éthiopien.

Ce qui rend actuellement l'escalade plus dangereuse, c'est la quantité d'armes aéroportées en Ethiopie, unique en Afrique (l'URSS a fourni un milliard de dollars d'armes en un an au DERG). La quantité



d'armes croissante fournie au régime éthiopien et l'internationalisation du conflit sont devenus des facteurs d'instabilité et de tension dans toute la région.

Se servant de ce prétexte, l'impérialisme US, en collaboration avec ses alliés travaille au sabotage des efforts d'unité entre le FLE et le FPLE et à l'établissement de forces fantoches aussi bien en Erythrée qu'en Ethiopie. Il est vrai que le peuple érythréen subit d'immenses sacrifices face à la politique de la terre brûlée des dirigeants éthiopiens, mais cela ne l'a pas arrêté dans sa détermination à lutter pour obtenir son indépendance. Il est vrai aussi que

des dizaines de milliers de paysans pauvres et de travailleurs éthiopiens perdent actuellement leur vie pour satisfaire les vues annexionnistes des dirigeants éthiopiens. En outre 60 % du budget éthiopien est consacré à la guerre au lieu d'être consacré au développement économique.

La poursuite de la guerre ne peut qu'empêcher le développement démocratique des deux pays et un obstacle aux relations futures des deux Etats éthiopiens et érythréen.

Seule une solution juste et démocratique satisfaisant les aspirations légitimes du peuple érythréen peut, pour le FPLE, amener une paix permanente et la stabilité dans les deux pays et dans la région. Le FPLE n'a cessé de lancer des appels à l'agresseur colonial éthiopien pour qu'il arrête son inutile et déraisonnable guerre».

Répondant aux questions des journalistes, le représentant du Comité central du FPLE confirme que les Cubains sont présents en Erythrée et il ajoute «nous combattons toutes les forces qui se trouveront en face de nous». En ce qui concerne la possibilité de négociations, il rappelle que la base minimum pour négocier c'est l'indépendance de l'Erythrée.

Amde Michael Kassai estime que les perspectives de reconnaissance de la lutte du peuple érythréen par des pays africains sont encourageantes. Alors que l'OUA refuse de reconnaître cette lutte, une délégation du FPLE a effectué un voyage au Mozambique à Madagascar, en Tanzanie, en Algérie et à Djibouti. Elle a pu exposer aux gouvernements de ces pays, les bases de la lutte du peuple érythréen.

Au sujet de l'unification des fronts (FLE et FPLE) il a déclaré que les décisions de formation de comités unitaires du 18 mars étaient appliquées sur le terrain. En particulier des combats menés unitairement par les deux fronts se déroulent actuellement autour de la ville de Barentu.

30 ans d'Israël, 30 ans de crimes sionistes

LES DESTRUCTIONS DE VILLAGES

2 novembre 1917 : déclaration Balfour. Les Anglais promettent aux sionistes de les installer en Palestine.
1947 : L'ONU accepte le partage de la Palestine.
9 avril 1948 : massacre de Deir Yassin
22 avril 1948 : Haïfa tombe aux mains des sionistes
27 avril 1948 : Jaffa tombe aux mains des sionistes
15 mai 1948 : Proclamation de l'Etat sioniste

La vérité sur les groupements arabes qui existaient dans la zone de l'Etat d'Israël avant 1948 est un des secrets les plus gardés dans la vie israé-

lienne. Aucune publication, aucun livre ou essai ne donnent leur nom ou leur emplacement. Cela bien sûr, est intentionnel, pour faire accepter le my-

the du «pays vide», enseigné et accepté dans les écoles israéliennes et dite aux visiteurs.

Cette falsification est spécialement grave car elle est acceptée universellement, en dehors du Moyen Orient, et parce que les villages détruits — dans la plupart des cas — le sont complètement, avec leurs maisons, les murs des jardins, et parfois les

cimetières et les pierres tombales, afin que, littéralement, aucune pierre ne reste, et que les visiteurs qui passent disent : «C'était un vrai désert».

L'étude porte sur les terres occupées en 1948 et qui forment l'Etat d'Israël. Nous relèverons quelques exemples sur le nombre de villages détruits après 1948.

● Le district de Jérusalem	
avant 48 :	33
maintenant :	4
détruits :	29
● Béthléem	
avant 48 :	7
maintenant :	0
détruits :	7
● Al Khalil	
avant 48 :	16
maintenant :	0
détruits :	16
● Jaffa	
avant 48 :	23 plus une ville
	Jaffa
maintenant :	Jaffa
détruits :	23
● Tulkarm	
avant 48 :	33
maintenant :	12
détruits :	21
● Haïfa	
avant 48 :	43

maintenant :	8
détruits :	35
● Safad	
avant 48 :	75
maintenant :	7
détruits :	68
● Gaza	
avant 48 :	46
maintenant :	0
détruits :	46

BEER-SHEBA

Dans le district, il n'y avait pas de villages. Il était habité par 5 grandes tribus : Tarabeen, El Azazmeh, Tayaha, Jubarat, Saidi Yeen, chacune composée de sous-tribus. Les 3/4 des sous-tribus sont décimées. Quelques sous-tribus d'El Azazmeh ont été décimées en 1953-54, après un massacre généralisé de leurs femmes et enfants par la spéciale «Unité 101» de l'armée israélienne.

Au total, sur les 475 villages existant avant la création de l'Etat sioniste, il n'en reste que 90. 385 villages arabes palestiniens ont été détruits. C'est la réalité de la création de l'Etat sioniste en 1948.

Déclaration du Professeur Larivière

Président de l'Association Médicale Franco-Palestinienne

«Je voudrais attirer l'attention sur la situation telle qu'elle nous apparaît ici, on a signalé que c'était une chose très importante de constater qu'il y a eu un énorme mouvement déployé en Israël contre l'agression israélienne au Sud Liban, avec une manifestation de 30 000 personnes à Tel Aviv, et on s'est aperçu également dans la grande manifestation parisienne «Shalom Israël» des contestations importantes, elle ne s'est pas déroulée dans une unité et une communion

unitaire qui se produisait jusqu'à présent. On peut dire à priori qu'il y a quelque chose qui change, mais je crois aussi que ce qu'on peut redouter c'est que ces ruptures qui se produisent dans la société israélienne peuvent se traduire par un durcissement des forces plus dangereuses.

Je vous signale qu'actuellement, se déploie contre toutes les manifestations en faveur de la Palestine une pression extrêmement importante des organisations sionistes. Nous

nous sommes vus interdire par exemple à Rouen une semaine culturelle sur la Palestine avec des menaces de commandos qui viendraient de Paris, si cette manifestation se tenait.

Nous pensons qu'actuellement les organisations sionistes sont en train de se lancer dans une attaque à la liberté d'expression des Français qui me paraît extrêmement préoccupante. L'agression israélienne commence à se répandre dans notre pays également.

NON A TOUTE INTERVENTION FRANÇAISE AU ZAIRE

Halte à la menace soviéto-cubaine

• Lorsque le Zaïre (alors colonie belge, sous le nom de Congo-Léopoldville) devient indépendant en 1960, l'impérialisme français n'y a pratiquement aucun intérêt. Immense et riche pays, aux confins de l'empire colonial français, où tous les pays viennent d'accéder à l'indépendance, le Zaïre s'ouvre désormais à des intérêts autres que ceux de l'ancienne puissance coloniale belge. L'emploi de la langue française imposée par la colonisation belge facilitera la tentative de main-mise sur le pays dans laquelle la France va se lancer dès le début des années 60, pour faire du Zaïre le principal point d'appui, hors de sa zone d'influence traditionnelle, de sa politique impérialiste en Afrique.

Après une série d'accords de «coopération» franco-zaïrois, signés en 63 et 64, le Congo ex-belge, dirigé par Tschombé, sera alors intégré en 65 à l'OCAM («Organisation Commune africaine et Malgache») en cours de constitution et qui regroupe les pays anciennement colonisés par la France. Lorsque le Zaïre s'en retirera en 72, les moyens d'intervention de l'impérialisme français dans ce pays, auront été multipliés. Le nombre d'experts français se multiplie en même temps que se développe la pénétration des capitaux français.

L'encadrement du développement de l'agriculture ainsi que le contrôle de la construction du réseau électrique sont confiés à la France.

L'année 73 avait marqué un tournant dans la politique zaïroise : une politique autonome, en rupture avec la diplomatie néo-coloniale imposée par l'impérialisme US, se mettait alors en place. 1973, c'est l'année où le Zaïre rompait ses liens avec Israël, contribuant ainsi à la collaboration entre pays africains et arabes. C'est aussi l'année où il reconnaissait la République Populaire de Chine et la République démocratique et Populaire de Corée.

La politique étrangère, en 1973, repose sur un contrôle de plus en plus direct par le Zaïre, des entreprises installées sur son territoire.

«ZAIRIANISATION»

Cette politique débouche le 30 novembre 1973 sur les mesures de «zaïrianisation». Tout le commerce doit passer entre les mains des Zaïrois, les exploitations agricoles reviennent aux Zaïrois.

Le 30 décembre 1974, les mesures de zaïrianisation sont étendues à l'ensemble du secteur industriel. D'autre part, les grosses unités de production et de distribution sont prises en mains par l'Etat. Ce sont les mesures de «radicalisation».

Mais cette orientation connaîtra un coup d'arrêt brutal, le 17 septembre 1976 : pour faire face aux difficultés économiques, le Zaïre décide de «déradicaliser» l'économie, c'est-à-dire de remettre 60 % des biens à leurs anciens propriétaires, les 40 % res-

LA FRANCE ET LES RESSOURCES MINIERES

Il revient au BRGM (Bureau français des Recherches géologiques et minières), de dresser l'inventaire géologique et minier du Zaïre. Cette intervention est essentielle si l'on songe que le Zaïre qui dispose d'importantes richesses, est notamment le sixième producteur mondial et le troisième exportateur de cuivre avec des gisements inexploités considérés comme étant parmi les plus riches du monde. C'est le premier producteur et le premier exportateur mondial de cobalt, le plus important producteur de diamant industriel, un producteur important de man-ganèse (8^e rang mondial),

tants revenant obligatoirement soit à des capitalistes zaïrois, soit à l'Etat.

DETTES, CONTRÔLE DE LA PRODUCTION : LES LEVIERS DE L'IMPÉRIALISME

Tandis que le Zaïre mettait en place des mesures de prise de contrôle sur son économie, les dettes du pays s'accumulaient. En 1975, le Zaïre ne peut plus assurer les remboursements. Dès lors, le «sauvetage» du Zaïre s'accompagne d'un contrôle plus étroit de la Banque mondiale sur le budget zaïrois, et d'une dévaluation de 42 % de la monnaie nationale.

La «montagne de dettes» du Zaïre s'est formée pour financer les projets d'équipements tels que le barrage d'Inga ou la création d'un port à Banana. En 1974 déjà, avant la baisse du cuivre, il fallait que le Zaïre exporte presque deux fois plus de produits pour importer la même quantité de matériel d'Occident ! Ainsi les dettes, combinées à la dégradation des termes de l'échange, ont donné aux pays impérialistes les moyens de remettre en cause le processus de prise de contrôle de son économie par le Zaïre.

DES CHOIX DE DÉVELOPPEMENT QUI FAVORISENT LE MAINTIEN DU CONTRÔLE IMPÉRIALISTE

D'autre part, le contrôle de l'économie reste large-

ment étendu (9^e, d'or 10^e). La région du Shaba où interviennent actuellement les «gendarmes katangais» est particulièrement importante de ce point de vue puisqu'avec le Kasai, elle est la zone du Zaïre où se fait encore l'essentiel de l'exploitation minière du pays.

RELATIONS POLITIQUES PRIVILÉGIÉES

La place importante de l'impérialisme français au Zaïre, si elle ne se traduit pas, malgré tout cela, par la première place sur le plan économique (les USA la Belgique, la RFA lui donnent le pion), s'exprime en tout cas par des relations politiques privilégiées. Le Zaïre participera dès le début à la conférence franco-africaine instaurée par Giscard. Les relations politiques privilégiées connaîtront leur essor surtout à partir de 73, où l'impérialisme français a tenté de tirer profit d'une certaine réorientation de la politique étrangère de Mobutu, qui se tourne alors vers les pays arabes en rompant avec Israël. L'impérialisme français, au lendemain de la guerre d'octobre 73 au

Proche Orient, entendait afficher une prétendue «solidarité» avec le Tiers Monde, afin de conserver une zone d'influence, particulièrement en Afrique, face aux superpuissances.

ACCORDS MILITAIRES

Expression des tentatives de mainmise française sur le Zaïre, les accords de «coopération militaire» franco-zaïrois signés en 63 ont déjà servi de justificatif à l'opération «Transal» de transport de troupes et de matériel militaire marocain de Rabat à Kinshasa, capitale du Zaïre en avril 77.

Ces accords qui étaient entrés en vigueur en 1970, avaient pris toute leur substance à partir de 73, date de la commande pour la première fois dans le Tiers Monde d'une escadrille de 15 «Mirages» avec promesse de commande pour deux autres escadrilles.

Depuis, tout semble indiquer que les tâches d'entretien du matériel se sont largement confondues avec l'organisation et l'encadrement de l'armée zaïroise par la France.

passé que de 3 à 4 zaïres pour le paysan producteur : l'inflation dénoncée de plus en plus vigoureusement au Zaïre profite à des couches de distributeurs privés installés dans l'appareil d'Etat. Ce contrôle leur permet également d'édifier des fortunes sur la base de la corruption baptisée «fléau national» par Mobutu lui-même et qui est l'un des moyens pour les couches dirigeantes de la bourgeoisie zaïroise de s'emparer des richesses.

En 1976, dans son rapport, l'Union Nationale des Travailleurs du Zaïre elle-même, syndicat unique, affirme : «Le travailleur vit la situation la plus pénible de son histoire depuis l'accession du pays à l'indépendance.» En 1976 également, plusieurs grèves éclatent dans des secteurs vitaux : au Shaba, dans les mines de la puissance Gecamines, dans le port de Matadi, le principal port du Zaïre, à Kinshasa. «Grèves sauvages», elles sont brutalement réprimées mais elles n'en retentissent pas moins jusqu'au sein de l'appareil d'Etat.

C'est dans cette situation de faillite financière, de mise en cause des choix de développement et d'intensification de la lutte des classes que s'était produite l'affaire du 8 mars 1977 : le Zaïre, déjà impliqué dans la guerre d'Angola en 1975-76, subissait dans la province la plus riche, une intervention armée organisée avec des réfugiés zaïrois en Angola.

D'OU VIENNENT LES «GENDARMES KATANGAIS» ?

Qui sont les 4 000 hommes (selon les premières estimations) qui ont brusquement fait leur apparition, ces derniers jours, dans la province de Shaba, dans le Sud du Zaïre, comme les 800 qui, il y a un an s'étaient heurtés aux troupes marocaines, transportées par les «Transal» français ?

Selon toute vraisemblance, ils ont été recrutés parmi les émigrés zaïrois qui ont fui le Zaïre à l'occasion des conflits internes à ce pays, et se sont réfugiés en Angola, pays voisin. Ceux qui constituent le noyau de cette force, baptisée «Front de libération nationale du Congo (FLNC)», sont les ex-gendarmes de la province du Katanga, ancien nom de l'actuel Shaba, et leur chef, (il l'était en tout cas en avril 77), le général M'Bumba, est un ancien lieutenant de la police du Katanga.

Pour voir comment sont nés ces gendarmes katangais, il faut revenir un peu en arrière.

DES ASSASSINS DE LUMUMBA...

Le 30 juin 1960, le Congo (futur Zaïre) devenait indépendant. Le 11 juillet de la même année, Tschombe, très lié au colonialisme belge, proclamait «l'indépendance» de la province du Katanga, une des deux provinces les plus riches du Congo, avec le Sud-Kasai, et que les colonialistes belges tentaient alors de séparer du reste du Congo, devenu indépendant de la Belgique. C'est dans ce contexte que fut constituée la force des gendarmes katangais, destinée à lutter contre l'armée régulière du Congo.

En janvier 1963, la sécession katangaise fut stoppée par les forces de l'ONU qui jusqu'alors l'avaient protégée. Auparavant, Patrice Lumumba, le principal dirigeant de la lutte populaire au moment de l'indépendance, avait été assassiné, et Mobutu mis en selle. Les gendarmes katangais, à l'origine d'une force que l'URSS présente aujourd'hui comme un authentique «mouvement de libération», furent les assassins de Lumumba.

En juin 1964, alors que Mobutu a de plus en plus de difficultés avec l'opposition populaire de Lumumba, qui survit à celui-ci, Tschombe est nommé premier ministre. Les gendarmes katangais vont alors constituer le fer de lance des attaques contre les zones «lumumbistes».

Puis, en novembre 1965, Mobutu prendra tout le pouvoir, Tschombe devra s'exiler. Dans l'été 67, les gendarmes katangais s'étant soulevés contre Mobutu, devront s'enfuir dans les pays voisins, principalement en Angola. C'est là que sera créé, officiellement, en juin 68, le «FLNC».

...A L'ARMÉE COLONIALISTE PORTUGAISE

Les forces qui forment le FLNC sont alors intégrées à l'armée coloniale portugaise, stationnée en Angola. Les exilés congolais en Angola devenaient combattants au sein des «Flechas Negras» («Flèches noires») qui étaient les milices africaines mises sur pied par les colons portugais contre les mouvements de libération de l'Angola. L'un des chefs de ces milices fut le général M'Bumba : ayant émigré en 1967, il gagna ses galons de général dans l'armée portugaise, et deviendra «président» du FLNC.

Ainsi jusqu'au 25 avril 74, date de la «révolution des œillets» au Portugal, s'est constituée au sein de l'armée coloniale portugaise une force militaire avec les anciens gendarmes katangais, auxquels se sont progressivement additionnés d'autres émigrés, chassés à l'occasion des conflits à l'intérieur du Congo, et attirés par les soldats de l'armée portugaise.

DES «LIBÉRATEURS» ?

Mais, que va devenir cette force après la fin de la guerre coloniale ? Mobutu aurait, semble-t-il souhaité le retour des émigrés, en leur promettant l'amnistie. Mais, les Congolais exilés, peu confiants, refusèrent. C'est alors qu'au sein de l'armée portugaise, divisée sur la question, l'amiral Rosa Coutin Ho, l'un des chefs du Mouvement portugais des forces armées (MFA) fera tout pour intégrer les anciens mercenaires congolais du colonialisme portugais, au MPLA angolais.

Ces forces, estimées à 10 000 hommes, vont désormais prendre une part active aux côtés du MPLA à la guerre qui oppose ce mouvement, à partir de 1975, aux deux autres mouvements de libération angolais FNLA et UNITA.

Selon le FLNC lui-même, plusieurs choses sont claires :

— Une force armée congolaise solidement entraînée s'est constituée en Angola.

— Cette force armée dispose d'une certaine autonomie à l'égard du gouvernement angolais dans le Nord de l'Angola, sur lequel elle exerce son contrôle sous l'uniforme des FAPLA (Forces armées angolaises).

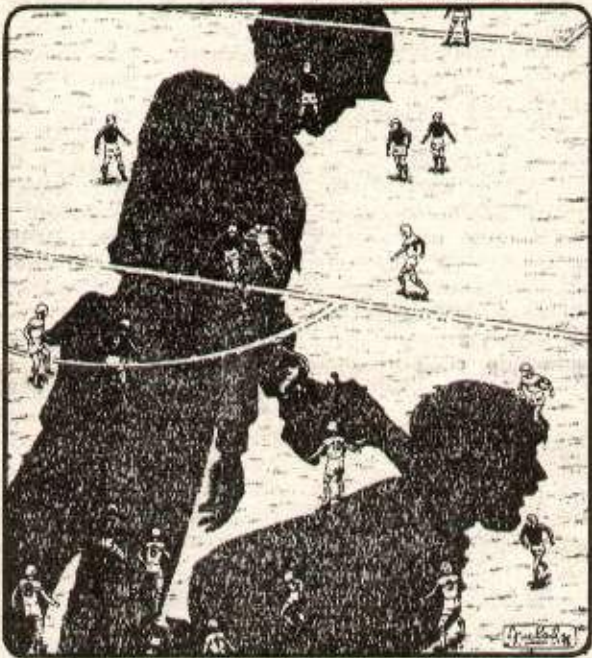
— A l'instar de l'ensemble des forces militaires angolaises, ces troupes sont nécessairement encadrées par les conseillers cubains et soviétiques, d'autant plus que la frontière avec le Zaïre est considérée comme dangereuse.

— Ce qui suppose que l'approvisionnement en armes, de quelque origine que ce soit dépend de qui détient les clés des arsenaux des bataillons des FAPLA, dont les forces du FLNC font partie, c'est-à-dire des conseillers militaires, même en ce qui concerne les armes prises au FNLA.

Ainsi les forces du FLNC n'ont aucune possibilité d'intervenir, d'engager des opérations à partir du territoire angolais indépendamment d'une initiative soviéto-cubaine d'utiliser ces troupes au Zaïre contre le régime de Mobutu, tout en se tenant dans l'ombre.

ARGENTINE-1978

"CELUI QUI NE SAIT PAS EST UN IMBÉCILE
MAIS CELUI QUI SAIT ET QUI NE DIT RIEN
EST UN CRIMINEL."
BERTOLD BRECHT.



Après avoir sensibilisé la population sur les conditions de vie du peuple argentin (misère, torture, emprisonnement arbitraire) par l'intermédiaire de moyens audiovisuels et en faisant appel à des exilés argentins, les COBA bretons ont décidé de poursuivre et d'étendre l'action.

Dans ce but, ils proposent de faire pression directement sur le gouvernement argentin par le biais d'une campagne de cartes adressées à l'Ambassade d'Argentine, cartes sur lesquelles ils demandent la libération de tous les prisonniers politiques.

Les cartes sont disponibles au COBA de Fougères :
28, Bd Jean-Jaurès 35300 FOUGERES
Tél. (99) 99 68 91

On peut les commander par 10 aux prix de 1 F l'unité (port compris). Au-dessus de 10, au prix de 0,50 F (port compris) payable à la commande. Chèque à l'ordre de Marie-Pierre ROUGER.

Le Collectif de Fougères

MEETING POUR LE 20^e ANNIVERSAIRE DE L'AGEM

● A l'occasion du 20^e anniversaire de sa fondation, l'Association Générale des Étudiants Martiniquais a tenu avec succès un meeting le 13 mai, dans le 12^e arrondissement de Paris. Une assistance nombreuse prenait place, consultait la table de presse, tandis que sur l'estrade l'orchestre et la chorale de la section de Paris, habillés de rouge, de vert et de noir, aux couleurs du drapeau martiniquais, exécutaient chants et musique traditionnels. Plusieurs banderoles proclamaient «Vive la lutte du peuple martiniquais, à bas le révisionnisme, Vive la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme, le social-impérialisme et la réaction».

Trois camarades du Comité national prenaient place à la tribune, et ouvraient le meeting devant environ 300 personnes attentives. Le premier orateur fera l'historique de la lutte du peuple martiniquais remontant au début du XIX^e siècle où de nombreuses révoltes d'esclaves ont durement secoué les structures coloniales jusqu'en 1848, où une agitation permanente qui prendra de multiples formes (désertion du travail, pétitions, révoltes...) contraindra le gouverneur à signer un décret le 28 mai 1848 abolissant l'esclavage dans l'île. Le camarade montrera ensuite que cet acquis sera rapidement remis en cause, le travail gratuit étant remplacé par un salaire de misère et une répression et

une exploitation de plus en plus féroces. Ce qui aboutira en septembre 1870 à une insurrection au sud de la Martinique qui pour la première fois revendiquera l'indépendance nationale. Après plusieurs jours d'émeutes et la mise en place d'un début de pouvoir populaire avec occupation et partage des terres, l'insurrection sera finalement vaincue. Puis c'est la naissance et le développement du mouvement ouvrier avec la première grève générale en 1900, suivie d'une autre en 1923, et une grande marche de la faim en 1935. A peu près à la même époque en 1937, la CGT constituait une Union départementale en Martinique qui a encore le statut officiel colonial, et en 1946 la fédération du PCF pré-

sente comme une grande victoire l'obtention du statut de département d'Outre-mer, ce qui sera souligné par le camarade comme une preuve que déjà à cette époque le PCF a contribué au maintien de la colonisation en Martinique.

Pour terminer son intervention il sera dressé un tableau de la situation actuelle pour les masses martiniquaises : un nombre élevé de chômeurs (70 000 à 80 000), des paysans sans débouchés pour leurs récoltes, des pêcheurs sans moyens de vivre (le poisson est importé de France) des licenciements dans le bâtiment, des travailleurs bananiers obligés de manipuler des produits toxiques interdits en Europe, un exode massif qui a été de 2 000 départs par an en moyenne entre 1963 et 1969 pour atteindre 5 000 par an depuis 70, alors que 30 000 colons français se sont implantés dans le même temps.

Un deuxième camarade prendra ensuite la parole pour passer en revue les forces politiques en présence. Commencant par les forces de droite, il soulignera leur attitude pendant la campagne électorale, le racollage incessant par France Antilles distribué partout gratuitement, l'organisation de bals, la distribution de badges, les appels à la répression. Quant aux partis dits de gauche, PCM (Parti communiste martiniquais), PPM (Parti populaire martiniquais), PSM (Parti socialiste martiniquais), ils viennent en décembre 77, de se constituer en front national pour l'autonomie, avec un programme qui propose une autonomie prévoyant le maintien de l'armée française pour assurer l'indépendance nationale contre les Américains, la monnaie qui resterait française, les Affaires étrangères aux mains de la France. Ces partis qualifiant ces mesures de «partie de souveraineté abandonnée à la France!»

Le troisième camarade

rappellera les tâches que l'AGEM s'est fixées lors de son XIX^e congrès qui s'est tenu en décembre : populariser la lutte des masses martiniquaises, travailler à la prise de conscience des étudiants martiniquais, mettre en avant le mot d'ordre «indépendance nationale», en luttant contre tout propos et attitude assimilationniste, travailler au développement de la conscience nationale.

Dans le débat qui suivit, plusieurs questions furent posées sur la situation et la lutte des masses en Martinique aujourd'hui. Un étudiant interviendra de la salle pour montrer l'importance des luttes qui se sont déroulées dans le bâtiment et chez les dockers. En pleine campagne électorale, les ouvriers du bâtiment ont mené une grève de 40 jours ayant à lutter à la fois contre les manœuvres de la droite et celles des révisionnistes et réformistes dans les syndicats. La CGTM soutiendra, et du bout des lèvres, 31 jours après le déclenchement de la lutte à laquelle participait pourtant sa section du bâtiment. A propos de la grève des dockers qui eut lieu elle, après les élections, ce camarade montrera le changement d'attitude des autorités. Alors que pour la grève du bâtiment, elles se disaient pour la négociation, on a même vu Renard député RPR venir rencontrer les grévistes pour leur apporter son soutien. Les autorités coloniales ont multiplié les provocations, essayé de dresser petits paysans contre grévistes, pour finalement, envoyer les flics, (les «chiens kaki») comme les désignent les Martiniquais, réprimer sauvagement la grève.

Une partie artistique succédera au débat avec une pièce de théâtre sur le débat politique au sein des jeunes Martiniquais, puis pour clôturer, la chorale de l'AGEM chantait des chants de lutte et patriotiques.

P.V.

Irlande

COLLABORATION ENTRE LE NORD ET LE SUD DANS LA REPRESSION

● Au Nord, les forces de l'ordre frappent en haut et en bas. Il y a des disparitions à Derry ; le Sinn Fein, malgré l'occupation britannique, les saisies dans ses locaux et la terreur exercée par les militaires sur la population républicaine (perquisitions à toute heure du jour et de la nuit) s'efforce de recenser les disparitions.

A Belfast, l'armée «de sa Majesté» a arrêté tous les dirigeants du Sinn Fein de la ville. 14 hommes, dont le Français Frilet, ont rejoint les milliers de personnes déjà internées à Crumlin Road, Long Kesh, Armagh (il y a plus de 3 000 prisonniers politiques en Irlande).

30 000 exemplaires du *Republican News* (journal du Sinn Fein provisoire au Nord), consacré à H. Block (quartier de la prison de Long Kesh où 300 prisonniers refusent de porter l'uniforme pénitentiaire et vivent nus sous de simples couvertures : ces hommes qui réclament le statut de prisonniers politiques poursuivent depuis 10 semaines une grève de l'hygiène) ont été

saisis, c'est la 2^e saisie en quelques mois. Les militaires arrêtés sont accusés d'être membres de l'IRA et d'avoir conspiré contre l'Etat. On compte parmi eux l'éditeur du *Republican News* : Garry Kennedy (membre du très modéré SDLP : Parti travailliste social démocrate).

Au sud, le gouvernement irlandais de Dublin qui détient plusieurs centaines de prisonniers, frappe surtout l'IRSP (Parti socialiste républicain irlandais) dont 4 militants passent devant les tribunaux spéciaux sous l'accusation de vols. Il y a eu des saisies d'armes dans le Comté du Donnegal (Irlande du Sud) : l'*Irish Independent* du 1^{er} mai (quotidien irlandais) annonçait qu'un dépôt d'armes et d'explosifs venait d'être découvert par la Garda (police irlandaise) et l'armée du sud près de Bun-crana (les forces de l'ordre cherchaient surtout les M 60, ces nouvelles mitrailleuses américaines de l'IRA qui font l'admiration des petits enfants du Bogside à Derry). Bun-crana est une bourgade de la République située à quelques kilomètres de Derry.

C'est une offensive combinée. Déjà l'*Irish Independent* du 1^{er} mai faisait

état de la future visite à Dublin de Roy Mason, secrétaire d'Irlande du Nord, et des contacts prévus avec Garret Fitzgerald, le leader du Fine Gael et le ministre des Affaires étrangères du Sud : Michael O' Kennedy, ainsi que la prochaine rencontre entre Lynch et Callaghan, premier ministre britannique (ils s'étaient déjà vus en septembre dernier). Ainsi, voit-on s'effectuer un rapprochement anti républicain sous la houlette de l'impérialisme britannique : «Smash the Provos» (balayer les provisoires de l'IRA) titrait à la une le *Daily Mirror* dans son édition de l'Eire du 5 mai dernier qui reproduisait une photographie de la poignée de main entre Roy Mason et Michael O' Kennedy, le premier déclarant que les Provisoires sont «notre ennemi commun».

Des contacts sont pris entre la RUC et la police du sud au plus haut niveau, aussi ne s'étonne-t-on pas d'apprendre par les tracts distribués à la manifestation de l'IRSP du 6 mai, devant la grande poste de Dublin, que les 4 militants de cette organisation qui passent devant la Cour criminelle spéciale ont été torturés par la police du Sud pour leur

extorquer des aveux. C'est également à Dublin en octobre dernier que le dirigeant de l'IRSP, Seamus Costello a été assassiné par la police secrète SAS venue du Nord.

Les forces républicaines réagissent vivement et mènent campagne par voie d'affiches, de tracts et par leurs journaux : contre la répression au nord et au sud *The starry plough* (la charrue étoilée) de l'IRSP, *The Republican News* et *An Phoblacht* du Sinn Fein provisoire. Ils axent leur action contre les internements et luttent pour la reconnaissance d'un statut politique de guerre contre les 3 000 prisonniers qui remplissent les prisons irlandaises.

Le samedi 6 mai, le Sinn Fein provisoire, musique en tête, manifestait dans l'après-midi à Dublin de St Stephens Green à la grand poste contre la torture et le camps de concentration de Long Kesh.

En 1978, en Irlande l'impérialisme britannique et ses serviteurs engagent une épreuve de force, une ulstérisation pour museler les républicains et briser la guerre de libération du peuple, mais comme l'écrit le *Republican news* du 6 mai, cela ressemble bien à la panique. C.A. et K.D.

A L'ASSEMBLEE NATIONALE...

A la suite d'une question écrite de Debré, un débat sur la situation des DOM-TOM a eu lieu Vendredi à l'Assemblée Nationale. Avec quelques mots pour égratigner la politique du gouvernement en matière d'investissement et de protection sociale (Debré a signalé les «lenteurs administratives qui provoquent une colère justifiée des habitants»), l'essentiel des interventions des députés de la majorité furent axées sur la nécessité d'accentuer la répression : «Affirmer l'autorité des l'Etat, il ne faut pas que la décentralisation conduise à l'abandon des responsabilités essentielles... qui concernent l'unité nationale, la liberté des citoyens, l'ordre public.» (Debré) : «Plus question de séparatisme. A chaque citoyen français s'appliquent les lois de la République.» (Dijoud).

Ainsi, ces messieurs, conscients que leurs élections ne représentent rien (tous sont élus avec plus de 40 % d'abstentions) s'inquiètent pour leur avenir devant la montée de la colère des peuples des colonies. Quand au PCF, ses interventions accusant le colonialisme ne sont que lettre morte, eux qui prônent l'autonomie en ne remettant pas en cause la présence de la France.

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 17 mai

TF 1

19 h 15 - Une minute pour les femmes.
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien raconte
 19 h 55 - Tirage du loto
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Madame Ex.
 21 h 50 - Titre courant.
 22 h 10 - Des idées et des hommes : Auguste Comte.
 23 h 00 - Journal et fin.

A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club.
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Septième avenue.
 21 h 25 - Question de temps : football et société.
 22 h 25 - Festival de Cannes.
 22 h 40 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre : le CNPF
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
 20 h 30 - Il pleut dans mon village. Film yougoslave
 21 h 45 - Journal
 22 h 00 - Ciné regards : Hollywood USA
 22 h 30 - Fin

Jeudi 18 mai

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
 18 h 25 - Un, rue sésame
 18 h 45 - Comment faire
 18 h 55 - Le village englouti
 19 h 15 - Une minute pour les femmes
 19 h 40 - Assemblées parlementaires
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Ce diable d'homme.
 3. Emilie contre Frédéric
 21 h 25 - L'événement. La Chine sans Mao ou le poids d'une idéologie
 22 h 20 - Ciné-première
 22 h 50 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dessins animés
 18 h 40 - Des chiffres des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - L'ironie du sort. Film Français de Molinaro
 21 h 55 - Légendaire
 22 h 25 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Eva. Film franco-italien de Losey
 22 h 15 - Journal et fin

Cinéma Saint-Séverin (Paris) : Mai 68 par lui-même

Débat sur les acquis de mai

Dans le cadre de la série de films sur Mai 68 présentée actuellement au cinéma St Séverin à Paris, un débat a été organisé vendredi 12 mai à la suite de la projection du film *Oser lutter, oser vaincre, Flins 68*.

La salle s'est montrée vivement intéressée par cette initiative, presque tous les spectateurs sont restés pour assister au débat. Pour l'introduire, deux syndicalistes CFDT de Renault Flins étaient venus, l'un responsable de la section CFDT est rentré dans l'usine à la suite des événements de Mai : en décembre 68, l'autre, un travailleur immigré témoignait par sa présence de la participation active des travailleurs immigrés dans les luttes aux côtés de leurs camarades français.

Le réalisateur du film : Jean Pierre Thorn était également présent.

Il est significatif de voir qu'un débat sur mai 68 aborde directement des questions telles que l'absence de démocratie dans les syndicats, l'autonomie du mouvement de masse par rapport aux syndicats et partis de gauche, ainsi que la question de l'usage de la violence révolutionnaire pour riposter à la violence bourgeoise. Si le débat s'est orienté aussi rapidement vers la critique du rôle démobilisateur des directions syndicales et partis de gauche en mai 68 et aujourd'hui, on le doit essentiellement à deux raisons : la première, vient des éléments fournis par le film : la grève à Flins s'est déclenchée à la base, à l'initiative des travailleurs eux-mêmes, la CGT pour casser un mouvement

qu'elle ne contrôlait plus s'est opposée à la réoccupation de l'usine, elle a fait voter la reprise du travail en faisant apparaître les concessions de la direction comme une grande victoire.

Alors que les ouvriers combattifs réclamaient « les usines aux ouvriers » et « le pouvoir aux travailleurs », les délégués syndicaux répliquaient par : « Ça n'est pas nos revendications » bloquant par là même le débat qui s'ouvrait sur quel type de société construire pour remplacer le capitalisme.

Le film montrait donc clairement tous ces aspects, cela, tous les intervenants se sont accordés pour le dire et ont tenu à souligner le caractère actuel du film.

L'autre raison qui a rendu ce débat si riche, c'est la participation active des ouvriers présents dans la salle.

C'est donc sur le rôle des syndicats dans l'enterrement du mouvement de mai 68 que s'est ouvert la discussion. Le délégué CFDT de Renault Flins d'accord pour dénoncer le rôle de la CGT à l'époque, s'est lancé dans une réhabilitation de la CFDT, mise en cause au même titre que la CGT par certains spectateurs. Il fut démenti par un syndiqué CGT exclu récemment de la section de la BNP-Barbès, qui rappela que l'apparente démocratie qui règne dans la CFDT ne devait pas faire illusion comme on peut en juger par la répression qui s'abat actuellement sur l'UD CFDT du Rhône. Le délégué de Flins reconnut l'existence de la chasse aux sorcières dans son

syndicat et déclara l'opposition de sa section à ces décisions de la Confédération. Ensuite, un ouvrier de Renault Billancourt qui était apprenti en mai 68, témoigna de la répression syndicale dont fut victime récemment sa section CFDT, elle aussi « démissionnée » par la Confédération. Dénonçant la collaboration de classe pratiquée par les directions syndicales, il cita un tract récemment distribué par la CFDT à Renault appelant à ce que « la participation chère à nos gouvernants devienne réelle », voilà dit-il un exemple du « réalisme syndical » tel qu'il se pratique actuellement par les syndicats. Le réalisateur du film posa la question des acquis de mai 68. Que reste-t-il de ce rapport de force ? Pourquoi ce dernier ne s'est-il pas traduit en organisation du mouvement ouvrier ?

Un autre spectateur rappela que les marxistes-léninistes étaient présents et qu'ils continuaient sur les acquis du mouvement de masse de mai 68. « Ils ont été les seuls, dit-il, à appeler à l'abstention révolutionnaire aux élections de mars derniers », et dénonça la rivalité de la bourgeoisie de droite comme de gauche. Posant la question de l'autonomie du mouvement de masse, il conclut : « Depuis mai 68, les organisations de masses se sont de plus en plus démarquées des partis de gauche comme en témoignent les travailleurs immigrés de la Sonacotra organisés de manière autonome. »

Le délégué CFDT de Flins a rappelé la grève qui

se déroule actuellement dans son usine. D'après lui, le moment est bien choisi pour paralyser la production puisque la Régie a décidé le lancement de la R 18. Analysant la situation actuelle, il expliqua le blocage des luttes par la démobilisation résultant des journées d'action sans lendemain et la perspective des élections qui jusqu'à maintenant bouchait l'horizon politique. Pour lui, le film *Oser lutter, oser vaincre*, reste d'actualité car on entend encore chez certains responsables syndicaux des phrases du genre : « Mieux vaut 50 licenciements que 100 ». Il dénonça l'attitude des directions syndicales : « Maire va voir Barre pour des miettes et pour demander l'augmentation du SMIC en 1980... Les directions syndicales bloquent aujourd'hui l'avenir du débat des travailleurs, elles restent dépendantes des contradictions entre les partis de gauche ». Le réalisateur conclut : « Le PCF a trahi Mai, il faut le dire et le film est là pour en témoigner ».

Voilà un débat qui démontre, s'il en était besoin, à tous ceux qui commémorent mai 68 pour n'en retenir que les aspects anecdotiques et secondaires que l'expérience que les travailleurs gardent de cet énorme mouvement de grève reste présente dans les mémoires.

La soirée se terminait par une collecte au profit des ouvriers de Renault Flins en grève actuellement : ils recueillirent la somme de 2 700 F.

Franck ROUSSEL

Et l'acier fut trempé

130^e épisode,

De plus en plus les trotskystes s'embourbent. Essayant d'opposer la jeunesse à la vieille garde, de rompre avec le principe de l'unité dans le parti, ils se ridiculisent et se divisent eux-mêmes...

— Le P.C.R. (1) n'est pas un Parlement !
 — Ils travaillent pour toute la bande, de Miasnikov (2) à Martov (3).

Toufta battit des bras, comme s'il se lançait à la nage, et débita à toute vitesse :

— Oui, il faut permettre aux militants de constituer des groupements. Comment pourrions-nous sans cela — nous qui pensons autrement que vous — défendre nos conceptions contre une majorité aussi organisée, aussi cohérente, aussi disciplinée que la vôtre ?

Le vacarme allait croissant. Pankratov se leva et cria :

— Laissez-le parler, c'est très instructif, Toufta déballe ce que les autres ne veulent pas dire.

Le silence s'établit. Toufta comprit qu'il en avait trop dit. Ce n'était peut-être pas le moment. Sa pensée fit un saut de côté, et il bâcla son intervention en enfilant quelques mots à la hâte les uns au bout des autres.

— Evidemment, vous pouvez nous exclure et nous brimer. Du reste, ça commence. On m'a déjà éliminé du comité provincial du Komsomol. Mais

(1) Parti Communiste de Russie. (N. d. T.)
 (2) Leader d'un groupe d'opposition de « gauche ». (N. d. T.)
 (3) Dirigeant menchévick. (N. d. T.)

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

on verra bientôt qui avait raison.

Et, descendant rapidement de la scène, il disparut dans la salle.

On fit passer à Doubava un billet de Tsvétaïev : « Mitiaï, intervient tout de suite. Ça ne changera rien, car notre défaite ici est évidente. Mais il faut détruire l'impression produite par cet imbécile et ce bavard de Toufta. »

Doubava demanda la parole, qui lui fut immédiatement accordée.

Lorsqu'il monta sur la scène, un silence attentif s'établit dans la salle. Et, bien que ce fût normal avant chaque intervention, il en éprouva une impression glaciale d'isolement. Il n'avait plus la fougue avec laquelle il était intervenu dans les cellules. La flamme baissait jour après jour, et maintenant, comme un bûcher inondé, il s'enveloppait d'une fumée âcre. Fumée d'un amour-propre malade, meurtri par une visible défaite et par la sévère riposte de ses vieux amis, fumée aussi du refus obstiné de reconnaître ses torts. Il décida de foncer droit devant lui, tout en sachant qu'il s'écarterait ainsi encore plus de la majorité. Il parla d'une voix sourde, mais nette :

— Je vous demande de ne pas m'interrompre et de ne pas m'exciter par des répliques. Je veux exposer notre position entièrement, bien que je sache d'avance que c'est inutile : vous êtes en majorité.

Quand il eut fini, la salle parut exploser. Un

ouragan de cris s'abattit sur Doubava. Des exclamations de colère le cinglèrent comme autant de coups de cravache.

— C'est une honte !
 — A bas les scissionnistes !
 — Ça suffit ! Assez de bouc !

Des rires railleurs accompagnèrent Dimitri lorsqu'il quitta la scène, des rires qui le tuaient. Il aurait été satisfait d'entendre des cris indignés et furieux. Mais on se moquait de lui, comme d'un chanteur qui a mal accroché sa note et manqué son numéro.

Le président annonça :
 — La parole est à Choumski.
 Celui-ci se leva.

— Je renonce à intervenir.
 La voix de basse de Pankratov gronda dans les derniers rangs :

— Je demande la parole !

Le timbre de sa voix renseigna Doubava sur l'état d'âme du débardeur. Pankratov parlait ainsi quand il se sentait gravement offensé. Et, suivant d'un sombre regard sa grande silhouette légèrement voûtée qui gagnait rapidement la tribune. Doubava fut étreint d'une accablante inquiétude. Il savait ce que dirait Pankratov. Il se rappela sa rencontre d'hier à Solomenka avec les anciens amis, quand les gars avaient essayé, dans un entretien amical, de l'amener à rompre avec l'opposition. Il était avec Tsvétaïev et Choumski. La réunion avait lieu chez Tokarev. Il y avait là Pankratov, Okounev, Talia, Volyntsev, Zéliouva, Starovérov, Artioukhine. Doubava n'avait pas répondu et était resté sourd à cette tentative de rétablir l'unité. Au plus fort de la discussion il était parti avec Tsvétaïev, soulignant son refus de reconnaître ses torts. Choumski était resté.

(à suivre)

● C'est l'usine Sud-Aviation de Nantes qui fut une des toutes premières sinon sans doute la première, à décider, dès le 14 mai, de se mettre en grève illimitée, avec occupation. On sait que cet exemple va être rapidement suivi : en quelques jours, comme une traînée de poudre, les grèves avec occupation vont se multiplier, par centaines, par milliers. C'est pourquoi nous commençons cette évocation du mouvement de mai-juin 1968 par Nantes : dans quelles conditions les ouvriers de la SNIAS (Sud-Aviation) ont déclenché la grève ? Quelle influence ont pu avoir les manifestations étudiantes du début mai ? Comment, à Nantes même, la grève de Sud-Aviation a-t-elle eu un effet d'entraînement sur les autres usines. Voilà les premières questions auxquelles nous avons essayé de répondre, en interrogeant des syndicalistes et d'autres participants du mouvement de mai, à Nantes.

Par François NOLET

Nantes constitue une concentration ouvrière importante. Elle figure déjà, en 1968, parmi les 5 ou 6 plus importantes villes de France par sa population. Son vieux passé portuaire, à l'embouchure de la Loire s'est prolongé en un développement de l'activité industrielle : d'importants chantiers navals et, autour d'eux, tout un secteur de métallurgie, mais aussi d'autres industries (textile, qui est en déclin, usines agro-alimentaires).

Dès avant 1968, la classe ouvrière nantaise avait tout un acquis de traditions de luttes. A la fin des années 50, ses luttes, par leur vigueur et leur unité, avaient souvent marqué au plan national. C'est ce que souligne un ouvrier de SPIE-Batignolles : « Il y avait des luttes presque tous les ans, en 56, 57, 58. C'étaient des luttes où on investissait la ville de Nantes, mais des luttes condamnées. Une boîte partait, les autres suivaient, sur le plan nantais, et parfois Saint-Nazaire aussi. On voyait souvent des cars descendre pour aider les luttes à Saint-Nazaire, et vice-versa. Et à chaque fois, il y avait des barricades, le siège de la Préfecture ».

La classe ouvrière de Nantes, qui s'est accrue en drainant l'exode rural en provenance de Bretagne et, plus souvent, de Vendée, a la particularité d'avoir relativement peu donné prise à l'encadrement et au contrôle révisionnistes. Le PCF reconnaît lui-même que son implantation est inférieure, ici, à ce qu'elle est au niveau national. Son contrôle sur la CGT est moins étroit, comparativement à d'autres régions.

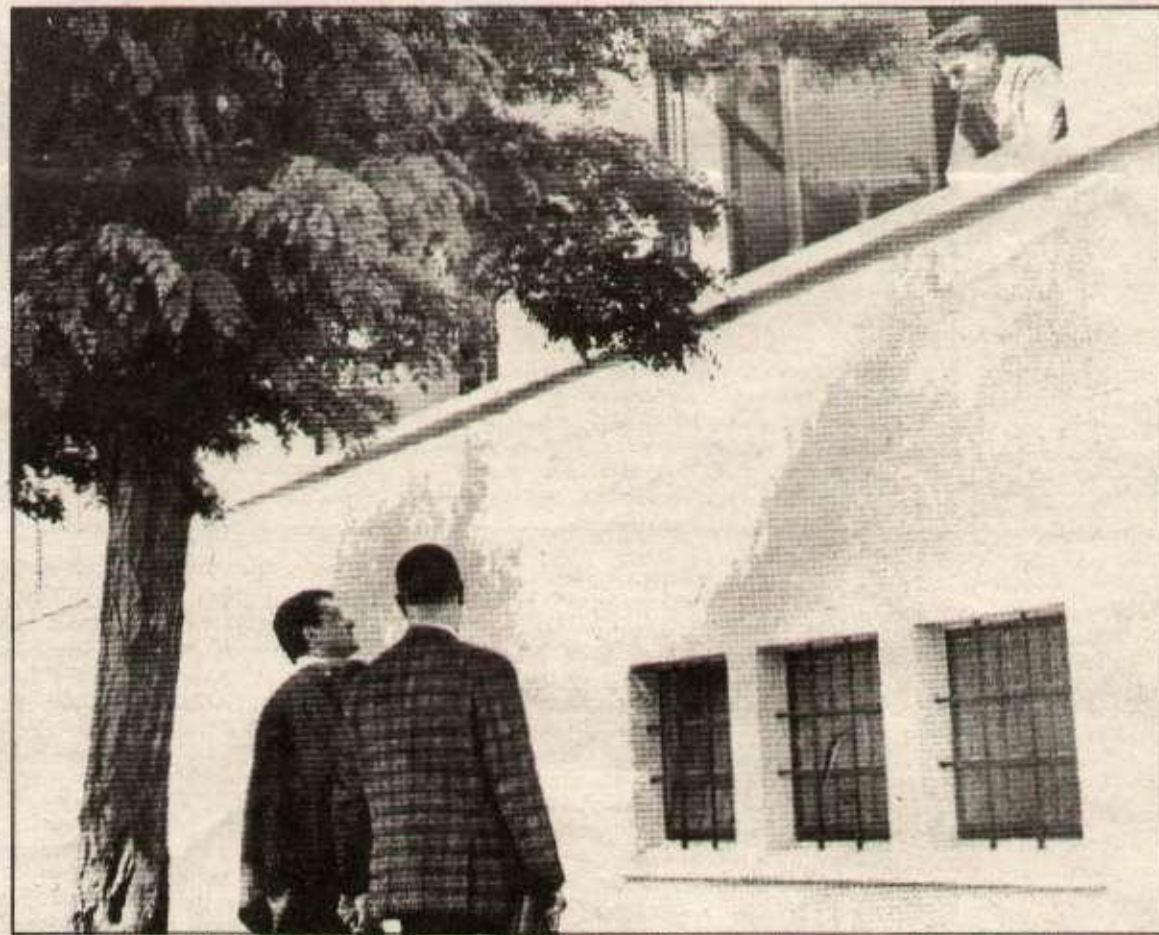
Le 14 mai à la SNIAS

C'est à l'usine d'aérospatiale de Bouguenais (banlieue de Nantes) qu'a commencé le mouvement gréviste dans les entreprises. La SNIAS employait 3 000 personnes environ dont 300 intérimaires. Cette grève n'a pas éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Depuis plusieurs mois, des débrayages avaient déjà eu lieu contre les réductions d'horaires sans compensation de salaires. C'est ce que nous explique un responsable syndical de la SNIAS. « On savait à l'époque que la SNIAS prévoyait de fermer un certain nombre de ses établissements. Par exemple, c'était la tentative de fermeture de l'usine de Rochefort. L'usine de Bouguenais était très sérieusement menacée. Une plateforme intersyndicale a été déposée, en février, elle consistait à refuser une baisse d'horaires sans compensation de salaires, à exiger la garantie de l'emploi, l'embauche définitive des intérimaires, et d'autres revendications portant notamment sur la retraite. Ce qui se traduit, dès février, par un certain nombre d'actions, du type grèves tournantes.

Pendant cette période, on a

imposé ce que j'appelle la démocratie ouvrière, c'est-à-dire qu'on imposait l'Assemblée générale. Les syndicats avaient des divergences, on discutait en A.G. des positions de chacun, et les travailleurs étaient amenés à trancher. Ça ne s'est pas fait toujours simplement, mais fondamentalement, c'est la toile de fond des rapports entre les organisations syndicales et les travailleurs à la veille des événements de mai. On a commencé à consulter les travailleurs à bulletin secret, puis c'est l'Assemblée générale qui s'est imposée. Plus on approche des événements majeurs, et plus les A.G. prenaient le pas sur les décisions purement syndicales.

Ainsi, il y a eu une A.G. le 9 mai, où notre proposition de grève totale était minoritaire.



Duvochel PDG de la SNIAS est séquestré. Il a été le premier patron séquestré et le sera pendant... 15 jours.

Puis le fameux 13 mai, avec l'entrée des manifestants dans la préfecture, qui dépassait le cadre prévu par les organisateurs. Le préfet, sur le coup de minuit, cède sur les revendications étudiantes. Et le 14, à Bouguenais, à la suite d'une intersyndicale, et après un vote de l'Assemblée générale des travailleurs, notre proposition de grève totale est votée, et on décide l'occupation de l'usine. Le directeur et plusieurs cadres sont retenus.

On a mis sur pied, avec quelques difficultés, un comité de grève. La SNIAS était réellement occupée. Dans beaucoup d'autres usines, les gars restaient chez eux, un appareil restreint restant sur place. Tandis que là, il y avait au moins 1 500-2 000 gars de façon permanente. On avait organisé des postes de garde, 35 à 40 postes compre-

Mai-Juin 68, c'était hier

NANTES : DES LE 14 MAI

nant chacun 15, 20, 30 gars. Le besoin s'est fait sentir d'associer réellement les gars à la vie de l'occupation, de mettre en place un comité de grève réel.

Le fait de retenir dans l'usine en grève le directeur eut un grand retentissement dans le pays. Quelques semaines auparavant les ouvriers de la SNIAS avaient déjà, lors d'un conflit, « coincé » leur directeur, mais quelque temps seulement. Cette fois-ci, il va rester, sous la garde vigilante des ouvriers, deux semaines entières ! Au grand scandale des autorités bourgeoises, du CNPF. Ségué, interpellé alors par eux sur cette question, s'empresse de répondre que la CGT allait tout faire pour que les choses rentrent dans l'ordre, désavouant ainsi publiquement l'initiative des ou-

participation des organisations syndicales), la manifestation, à Nantes, a un caractère et des revendications principalement étudiantes. Mais elle prend de l'ampleur : elle tente d'envahir la Préfecture. Les assauts sont repoussés, mais des barricades s'édifient dans les rues avoisinantes. Sur le coup de minuit, le préfet, qui dispose de peu de forces de police, déplacées alors vers Paris — ce que les manifestants ignorent — cède aux revendications des étudiants (subventions à l'UNEF, levée de mesures disciplinaires).

Depuis février, comme dans nombre d'autres facultés, une agitation étudiante s'était développée à Nantes sur des thèmes bien spécifiques : liberté de visite, les droits syndicaux, contre les sanctions, etc... Le Rectorat

portes de l'usine de Sud Aviation pour saluer les ouvriers, fraterniser avec eux et participer au oiquet de grève.

L'extension des luttes

Le mécontentement dans la classe ouvrière va, par effet d'entraînement, déboucher sur la généralisation de la grève sans que les confédérations ne donnent jamais de mot d'ordre explicite de grève générale. Très rapidement, les directions confédérales préféreront accompagner le mouvement pour pouvoir mieux le contrôler.

Un exemple : le démarrage de la grève aux Batignolles. Cette usine de métallurgie nantaise employait à l'époque près de 2 000 ouvriers. La CGT y était majoritaire. Le mouvement a commencé le 17 mai, trois jours après le début de la grève à la SNIAS.

« Il n'y avait pas de revendications définies, nous dit un ouvrier de Batignolles. On voyait qu'à Paris, les étudiants étaient en train de mettre le paquet. La SNIAS venait de se mettre en occupation. Les ouvriers des Batignolles ont fait pression sur les délégués, leur ont dit : c'est le moment de s'y mettre, il faut y aller, mais on ne savait pas bien où on voulait aller. Il fallait se mettre en grève, occuper. Y'en avait ras-le-bol, c'était pas clair du tout ».

Ici, l'appareil syndical, à travers les délégués pèsera dans le sens du cloisonnement, bridant aussi le mouvement : « Après la manifestation (du 24 mai, NDLR) les syndicats ont fait courir le bruit que les usines allaient être attaquées. Il fallait donc à tout prix rester dans l'usine, défendre notre outil de travail ».

Malgré l'opposition d'une partie des travailleurs, les initiatives resteront pour l'essentiel, circonscrites à l'usine. Mais le débat lancé en 68 fera son chemin et aura des conséquences par la suite. Lors de la grève des Batignolles de 1971, les travailleurs auront briser l'isolement ; un important mouvement de solidarité se développera dans les entreprises, chez les paysans et les étudiants.

L'extension de la grève à la plupart des entreprises qui s'est produite à Nantes, comme dans le reste de la France, mais aussi la tradition de coordination des luttes ouvrières et, enfin, les liens qui s'étaient tissés, de façon assez exceptionnelle dans la période, entre les syndicats ouvriers et les syndicats paysans vont donner lieu, à partir du 24 mai, à Nantes à une tentative originale, et sans doute unique dans la France de mai-juin 68, de coordination et de structuration du mouvement, au plan de la ville, des usines et des quartiers, et de liaison permanente entre les ouvriers et les paysans de la région.

C'est ce que nous examinerons dans le prochain article.

vriers. Mais, apparemment les pressions de la direction confédérale n'eurent que très peu d'efficacité.

Elles n'empêchèrent pas non plus qu'après 1968, les ouvriers en lutte soient désormais souvent amenés à exiger directement, massivement des comptes aux responsables patronaux et à leur couper la voie de la retraite et de l'esquive.

Le rôle du mouvement étudiant

On voit qu'il y a eu comitence, à Nantes, entre une manifestation étudiante particulièrement combative et le déclenchement de la lutte à la SNIAS.

Le 13 mai, en effet, alors que se déroulait à Paris une très puissante manifestation (avec

avait été occupé à la fin du mois de février. Mais cette agitation restait, sans lien avec les entreprises, et les actions revendicatives qui s'y menaient.

Pourtant la détermination qu'avaient montrée les étudiants à se battre, à Paris et à Nantes encore le soir du 13 mai, le fait qu'ils aient pu faire ainsi céder le préfet a sans doute accéléré le débat en cours dans les entreprises, et fait mûrir plus rapidement la volonté, déjà présente, d'engager une lutte résolue.

Le tournant du mouvement après le 13 mai, où c'est, dès lors, la classe ouvrière qui va jouer un rôle prépondérant se marque avec netteté et rapidement, presque symboliquement à Nantes : dès le soir du 14 mai, dans la nuit, ce sont les étudiants — un millier portant des flambeaux — qui se rendent aux